

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2350 - LUNDI 6 JUILLET 2015

## OPÉRATION « MBATA YA BAKOLO »

# La police congolaise « très étonnée » des allégations d'Amnesty International



Réagissant aux accusations de violation des droits de l'homme par des éléments de la police congolaise lors de la série d'expulsions de ressortissants sans papiers de la RDC dans le cadre de l'opération « Mbata ya bakolo », le porte-parole de la police congolaise a exprimé samedi son étonnement face à de telles déclarations.

« La police congolaise affirme haut et fort, que tout au long de l'opération Mbata ya bakolo, il n'y a eu ni viol, ni crime, et moins encore une quelconque violation massive des droits de l'homme », a notamment réagi Jules Moukala Tchoumou. Rappelant les résultats positifs de cette opération qui a permis au Congo de mettre fin à « une vague de criminalité extrême organisée par les kuluna, sorte de gangsters urbains venus de Kinshasa », le porte-parole de la police a rappelé qu'elle a été saluée par la population congolaise et de nombreux diplomates.

Page 9

## FRANCE-CONGO

Le président Denis Sassou N'Gusso en visite officielle à Paris

Le chef de l'État, Denis Sassou N'Gusso quitte Brazzaville ce lundi pour Paris en France où il sera reçu à l'Élysée, le 7 juillet, par son homologue français, François Hollande. Il s'entretiendra ensuite avec le Premier ministre français, Manuel Valls.

La sécurité dans la sous-région d'Afrique centrale avec la crise en RCA, le sommet de Paris sur le climat et la situation politique au Congo pourraient bien être au menu des échanges entre Denis Sassou N'Gusso et les dirigeants français.

## CRISE EN RCA

## Cent-quarante policiers congolais rejoignent la Minusca

Peu avant leur départ, hier, pour la République Centrafricaine (RCA) où ils vont renforcer les effectifs du contingent congolais de la Minusca, les 140 membres de l'Unité de police constituée ont été présentés aux responsables de la force publique vendredi.

Une cérémonie de prise de commandement suivie d'un défilé, à l'occasion desquels le ministre de la Défense, Charles Richard Mondjo, a interpellé les membres de l'UPC sur la stricte observation de l'éthique et la déontologie.

Page 10

## VIE DES PARTIS

## La CADD quitte la Majorité présidentielle

La formation politique de l'ancien ministre André Okombi Salissa a annoncé, dans une déclaration rendue le 3 juillet, son retrait de la Majorité présidentielle. Le secrétaire général de la Convention pour l'action, la démocratie et le développement (CADD), Alain Marius Ngoya Kessi, a également indiqué que son parti ne participera pas au dialogue convoqué par le chef de l'État.

Page 2

## HÔTELLERIE

## L'ex-M'Bamou Palace rouvrira ses portes en septembre



Rebaptisé Radisson Blu M'Bamou Palace, l'un des plus grands hôtels de Brazzaville, sera remis en service au mois de septembre prochain, après plusieurs années d'une réhabilitation mouvementée. Dans un communiqué daté du 2 juillet à Bruxelles, le groupe Carlson Rezidor, nouvelle maison-mère de l'établissement, a indiqué que l'hôtel implanté sur les rives du fleuve Congo s'est doté de 178 chambres de luxe et de tous les services dus à son rang.

Page 5

## ÉDITORIAL

Conseil

Page 2

## ÉDITORIAL

## Conseil

Si est un conseil que l'on peut, que l'on doit adresser à la classe politique congolaise, en ce temps très particulier que nous vivons, c'est de bien mesurer l'enjeu du débat qui s'engage à l'échelle nationale. Au-delà, en effet, des convictions personnelles qui inspirent les prises de position des uns et des autres, ce qui va se jouer dans les jours à venir n'est pas autre chose que le destin de la nation. Et nous savons, pour l'avoir vécu à plusieurs reprises, sur quels désordres peuvent déboucher les concertations, les dialogues, les débats conçus pour conforter la paix lorsque, hélas, la passion l'emporte sur la raison.

La majorité présidentielle, qui est par définition acquise au changement, doit se convaincre qu'il ne suffit pas de débiter des slogans pour convaincre l'opinion publique et faire taire l'opposition, mais qu'il lui faut développer patiemment les arguments plaidant réellement en faveur de l'évolution de nos institutions. Si elle veut être entendue, elle a l'obligation de se montrer pédagogue en expliquant pourquoi et comment ce changement doit s'opérer si l'on veut que le Congo poursuive la marche en avant engagée au lendemain des guerres civiles de 1997 et 1998. Ressasser des slogans comme elle le fait trop souvent ne saurait convaincre les Congolais de choisir la bonne voie.

L'opposition, quant à elle, ferait bien de balayer devant sa porte et d'admettre enfin que le dialogue national qui va s'engager est nécessaire. Même si elle est convaincue que le changement de la Constitution constitue une erreur, elle serait sage de présenter ses arguments en les étayant : d'une part, en effet, elle prouverait qu'elle est attachée réellement à la démocratie qu'elle affirme, la main sur le cœur, vouloir défendre et, d'autre part, elle profiterait de l'occasion que lui offre ce grand débat pour faire mieux connaître ses positions. À terme rapproché, cette attitude responsable ne lui apporterait peut-être rien en termes électoraux, mais à plus long terme elle lui ouvrirait les portes de l'alternance.

Pour dire les choses clairement, tout le monde, aujourd'hui, a intérêt à ce que le dialogue national initié par le chef de l'État soit tout à la fois direct, franc, ouvert. Bref, que la raison l'emporte sur la passion !

*Les Dépêches de Brazzaville*

## VIE DES PARTIS

## La CADD quitte la majorité présidentielle et dit «non» au dialogue

**Dans une déclaration rendue publique le 03 juillet à Brazzaville, la Convention pour l'action, la démocratie et le développement (CADD) a mis fin à son appartenance au Rassemblement pour la majorité présidentielle (RMP).**

Pour justifier cette décision, Alain Marius Ngoya Kessi, secrétaire général de la Cadd, évoque les manœuvres et décisions inconstitutionnelles dont le RMP est le principal instigateur. Pour ce faire, la Cadd a invité ses membres appartenant encore au Parti congolais du travail à une réunion de clarification. Le choix fait, dit l'orateur, est celui de la raison et non de la déraison.

Abordant la question du dialogue annoncé par le président de la République, la cadd a dit ne pas participer à cette rencontre. Pour la Cadd, sa participation à cette rencontre n'est « ni une exigence morale, ni une obligation politique ». Et d'expliquer aussi que la convocation de ce dialogue dévoile les intentions du chef de l'État, décidé à organiser un référendum « inconstitutionnel qui ouvrira la porte au changement de la Constitution. La preuve en est donnée par les points prioritaires retenus pour ces assises. »

La Cadd lance un appel aux partis et associations politiques, à la société civile patriotique, aux évêques, aux confessions religieuses, aux membres du Parti congolais du tra-

vail « dignes » de ne pas participer à ce dialogue tant que la question du changement de la Constitution n'est pas retirée de l'ordre du jour.

Ce faisant, la Cadd rappelle son attachement aux valeurs de paix et de promotion d'un « vrai dialogue » comme le veulent les traditions congolaises. En effet, pour la Cadd, le dialogue est porteur de progrès, de compréhension mutuelle, de consensus et d'apaisement lorsqu'il est organisé conformément aux aspirations profondes de la communauté. Derrière ces arguments, la Cadd laisse se profiler l'idée d'un autre « dialogue alternatif » à Brazzaville. En clair, la Cadd s'oppose au changement de l'actuelle Constitution.

*Jean Jacques Koubemba*

## DIALOGUE NATIONAL

## L'Upads exige la présence des observateurs de l'Union africaine

**Cette exigence fait partie des préalables posés par l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), pour sa participation au dialogue national. Le premier secrétaire de ce parti d'opposition, Pascal Tsaty Mabiala a réagi à cet effet, le 3 juillet à Brazzaville, à l'ouverture des travaux du congrès constitutif des femmes de son organisation.**

« Le dialogue, pour le Parti congolais du travail et son président, est un simple mot pour distraire l'opinion. En effet, ceux qu'ils ont organisés antérieurement n'ont jamais produit le progrès, ni la compréhension mutuelle, ni l'apaisement. Autrement dit, on ne serait pas aujourd'hui en train d'exiger la gouvernance électorale ! L'Upads est un parti de dialogue. Il l'a démontré à maintes reprises et à toujours pris part aux dialogues, parfois au risque de scission en son sein. Cependant, tirant les leçons des précédentes concertations et autres espaces d'échanges, l'Upads a décidé ne pas prendre



Pascal Tsaty Mabiala

part aux consultations politiques récemment organisées par le président de la République. Cette décision nous la croyons bonne, car notre base nous a soutenue », a déclaré Pascal Tsaty Mabiala, avant de condamner la méthodologie d'approche de l'organisation et la convocation dudit dialogue.

Ainsi dit, l'Upads recommande de reconsidérer les décrets portant organisation et nomination des membres de la commission préparatoire du dialogue national 2015, afin que sa

composition prenne en compte les représentants des différentes parties prenantes à savoir : la majorité, l'opposition, les partis du centre, la société civile, l'administration, depuis la coordination jusqu'aux commissions et sous-commissions. Pascal Tsaty Mabiala exige aussi que soient fixées la date et la durée de la tenue du dialogue après les travaux de la commission préparatoire et que les conclusions qui seront arrêtées soient rendues exécutoires sans en référer au président de la République. Enfin le dirigeant de l'UPADS a plaidé pour que l'application des décisions de cette concertation puisse être garantie par un comité d'observateurs de l'Union africaine. « Si ces conditions minimales ne sont pas acceptées, l'Upads ne prendra pas part au dialogue projeté et entend défendre sa position quoi qu'il en coûte. Le parti se battra pour que l'alternance se produise en 2016, car elle permet le renouvellement des dirigeants et le renforcement de la démocratie », a conclu le premier secrétaire de cette formation politique.

*Josiane Mambou Loukoula*

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout  
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout  
Secrétaire des rédactions adjoint :  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula  
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabozzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo  
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'Agence: Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oissa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou

Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille

Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-

mbelé Ngono

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau  
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

## PÉTROLE

## Mahaman Laouan Gaya prend les commandes de l'APPA

Le Nigérien Mahaman Laouan Gaya est le nouveau secrétaire exécutif de l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA), pour un mandat de trois ans renouvelable une fois. Il a remplacé le Béninois Gabriel Dansou Lokossou, dont le mandat, commencé le 1er juillet 2009 a pris fin le 30 juin dernier.

Nommé par le conseil des ministres de l'APPA, le 3 avril dernier, Mahaman Laouan a pris ses fonctions officiellement le 1er juillet à Brazzaville au cours d'une passation de service présidée par le ministre congolais des Hydrocarbures, André Raphaël Loemba. Il doit poursuivre la mise en œuvre des actions fonctionnelles et organisationnelles de l'association.

En effet, le secrétaire exécutif entrant de l'APPA est installé au moment où la conjoncture économique internationale est marquée par des difficultés pour les pays producteurs de pétrole. Il ressort que le prix du brut du pétrole a chuté considérablement, passant de plus de 110 dollars le baril en juin 2014 à moins de 50 dollars en janvier 2015. « *Hypothéquant dangereusement les ressources financières pétrolières qui constituent la principale source de financement des budgets de nos pays et l'épine dorsale de nos économies, avec des implications néfastes sur les programmes de développement* », a commenté André Raphaël Loemba. L'APPA a déjà commencé la réflexion qui a débouché sur l'éla-

laboration des stratégies communes, en mettant en évidence l'interdépendance entre tous les pays de l'espace pétrolier africain. Selon le ministre congolais, l'association devra porter l'Afrique vers un échiquier respectable dans le secteur des hydrocarbures, nonobstant les enjeux majeurs de développement de ses pays membres et des défis régionaux à relever dans le cadre de la croissance de l'économie mondiale.

Par ailleurs, s'adressant à Mahaman Laouan Gaya, il a insisté



Mahaman Laouan Gaya

la promotion de la recherche et l'exploitation pétrolière.

Se suivent, les études sur la promotion du contenu local des activités pétrolières et du marché

chitecturales détaillées pour la construction de l'immeuble vont bientôt démarrer.

## Des défis à relever

Cependant, un accent particulier devra être mis sur la promotion des adhésions à l'APPA des nouveaux pays africains producteurs des hydrocarbures, le renforcement de l'assistance mutuelle entre les pays membres et l'approfondissement de la coopération avec les institutions et organisations internationales similaires. « *Votre action aux destinées du secrétariat de l'APPA, devra s'inscrire nécessairement dans le sens des devoirs à l'égard de soi-même, de la prospérité de la famille des pays membres de l'APPA et de la croissance*

les activités pétrolières des pays membres, sur la vie des populations ; d'un faible niveau d'assistance mutuelle et de coopération ; de peu de visibilité de l'association méconnue sur les plans régional et international.

Gabriel Dansou Lokossou a soulevé aussi la question des difficultés financières et des contraintes limitant les possibilités de financement des projets et actions du 8ième programme d'actions de l'APPA.

Il a poursuivi en indiquant que cette situation s'est aggravée depuis peu avec les nouveaux défis auxquels les pays producteurs de pétrole doivent faire face avec la chute du prix du pétrole brut depuis 2014, suite au développement de la production du pétrole et du gaz de schistes aux Etats-Unis d'Amérique. « *Vous arrivez à point nommé à la tête du secrétariat comme l'homme de la providence pour aider notre association à relever ces différents défis* », a salué le sortant. Notons que cette passation de service a été sanctionnée par la signature d'un procès-verbal, par les deux concernés, en présence des ministres en charge des Hydrocarbures de la Côte d'Ivoire, président par intérim de l'APPA, et les délégués de ceux du Bénin, de la Guinée-Equatoriale et du Niger.

Nancy France Loutoumba

Mahaman Laouan Gaya est né le 23 juillet 1954 à Mayahi au Niger. Il est marié et père de trois enfants.

Sur le plan académique, il a été formé à l'Institut de Pétrole et de Chimie de l'Azerbaïdjan "Aziz Bekov" - Bakou (Ex-URSS). Il en sort Ingénieur pétrochimiste avec un Master of Sciences en Ingénierie obtenu en Juin 1984. Depuis, il a suivi d'autres formations dans des domaines aussi variés que stratégiques : Planification Energétique ; Gestion des Entreprises ; Economie et Politique de l'Energie ; Management international de pétrole.

Depuis janvier 2014, il prépare une thèse de Doctorat (PhD) à distance sur "L'Afrique dans le nouvel ordre pétrolier mondial" avec "Euroamerican International University" (Fès - MAROC).

Il a occupé d'importants postes dans son pays, le Niger. Entre autres : conseiller technique du Premier ministre, directeur général des Hydrocarbures et ministre. S'ajoute : son poste de fonctionnaire onusien (Pnud) au Burundi. Enseignant chercheur à l'université, Mahaman Laouan Gaya affiche un CV éloquent pour le poste de Secrétaire général de l'APPA.

sur les projets prioritaires qui devront être obligatoirement poursuivis et concrétisés. En premier, les études sur l'harmonisation de la nomenclature stratigraphique des bassins sédimentaires pour une meilleure connaissance des gisements et

du pétrole brut et des produits pétroliers. Il a aussi évoqué le projet de construction du siège de l'APPA, à Brazzaville. Sur ce dernier sujet, le gouvernement a déjà octroyé le site, situé dans le centre-ville et les études ar-

de l'Afrique tout entière », a déclaré Léon Raphaël Loemba. Le bilan des actions de l'APPA fait ressortir certaines limites, en dépit des efforts déployés constatés. Le secrétaire exécutif sortant relève peu d'impact des actions de l'association sur

## LE FAIT DU JOUR

## Congo: à cinq jours du dialogue national

Le refus des formations politiques de l'opposition constituée par le Frocad (Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique) de rencontrer le chef de l'Etat lors des consultations du mois dernier avait été largement commenté ici et ailleurs. Pour les uns, ce fut une opportunité tout indiquée pour les responsables de cette plateforme de s'affirmer dans leur rôle de contre-pouvoir révélé par tant de déclarations fortes ; pour les autres, plutôt une occasion manquée de se faire valoir au regard des enjeux du moment. Les enseignements à tirer de ces opinions peuvent être de divers ordres, mais contenons-nous plutôt de réfléchir à l'ordre du jour des futures assises.

Dans leur croisière contre une réforme des institutions qui induirait le changement de la Constitution du 20 janvier et donc en même temps entretiendrait le soupçon imputé au président de la République de bri-

guer un nouveau mandat, les partis membres du Frocad revendiquaient tout principalement l'amélioration de la gouvernance électorale. A leurs yeux, et ils l'ont déclaré à plusieurs reprises, le seul débat qui vaille est celui de la mise à plat des structures chargées de l'organisation du processus électoral. Ils semblent avoir obtenu gain de cause, dans la mesure où « la gouvernance électorale » figure en bonne place de l'ordre du jour du dialogue attendu. Les conditions sont créées, pourrait-on dire, pour débattre de cette question en public mais dans un cadre structuré que devrait normalement offrir ce colloque.

A-t-on estimé suffisante la seule préoccupation liée à la gouvernance électorale ? Peut-être pas, car à cette dernière, jugée pertinente, s'est ajoutée une deuxième, à savoir « la réforme des institutions ». Aux conférenciers qui se réuniront au début de la fin de cette semaine, de montrer que ce deuxième volet

du débat national est tout aussi important, voire primordial que le premier, au regard du besoin exprimé par les uns et les autres, en plusieurs occasions sur les « insuffisances » de la Constitution actuelle. Mais l'on devrait observer, toute considération gardée, que la poire a été divisée en deux. D'une part, (si ses dirigeants acceptent de dialoguer), le Frocad pourrait, fort des arguments qu'il développera, donner forme à la structuration du futur processus électoral ; de son côté, la majorité prendra à son compte d'exposer sur la nécessité de refondre les institutions publiques pour les adapter aux réalités nationales.

Ajoutons que si deux camps politiques pourraient alimenter la contradiction durant le dialogue, à savoir l'opposition et la majorité, il serait de bon aloi que s'interposent entre eux les experts et techniciens en gouvernance électorale et en réforme des institutions afin que sorte du dialogue national quelque chose

de suffisamment huilé et policé. Le Congo a l'habitude des conférences, dialogues et cérémonies de lavement des mains. Ce qui signifie que la quête de réconciliation est au cœur de son Histoire. Mais ce pays est souvent tombé dans le piège de confondre intérêt général et luttes intestines.

Comment apprendre à ne pas se regarder en chiens de faïence tout le temps, lorsque l'on envisage d'aborder avec sérénité les questions portant sur la vie de la nation ?

A cinq jours du dialogue national convoqué du 11 au 15 juillet, il est impérieux que les Congolais se posent cette question et regardent la vérité en face. Rien, en effet, ne devrait constituer un obstacle à ce que les filles et les fils d'un même pays, soucieux tous de son avenir, ne se fassent pas violence pour l'engager sur la voie du salut et de la concorde.

Gankama N'Siah

## Focus PRCCE (Programme de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales)

# Instruments et procédures de création d'entreprise

**Quel que soit le business plan mis en place, un porteur de projet d'entreprise est toujours habité par certaines appréhensions au moment du lancement de son entreprise. On se pose plusieurs questions du genre : quelles formalités remplir et où ? Comment réunir une bonne équipe de démarrage ? Comment faire connaître son entreprise ? Comment créer des relations commerciales ? Quelle forme juridique, etc. Il sied de se faire coacher par des structures dites d'accompagnement qui offrent divers services aux entrepreneurs.**

Pour mettre davantage de chance de réussite de son côté au lancement d'un projet, il n'est pas indiqué de répondre seul aux multiples questions y afférentes. Cela fait perdre du temps et donc de l'argent, avec le risque de passer à côté de l'objectif. Il faut donc se faire accompagner au moment du développement ; de la phase de production à la commercialisation à travers des programmes de formation en atelier, afin de pouvoir monter en compétence rapidement. Pour cela, il existe plusieurs types de structures d'accompagnement : les structures financières, les structures non-financières (de conseil), les structures d'accompagnement matériel, les incubateurs, les pépinières, etc.

Au Congo on compte d'une part les structures étatiques, et d'autre part les structures privées. Parmi les structures étatiques, il y a l'ADPME (Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises) dont le fonctionnement est plutôt incertain, et les chambres de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers, qui proposent divers services d'accompagnement non financier.

Quant aux structures privées, elles sont assez nombreuses et les services proposés varient en fonction de leur objet. Elles sont soit financières, soit non-financières. A défaut de

les citer toutes, on retrouve dans leur rang des structures privées d'accompagnement financier, telles l'Association Pointe-Noire Industrielle (APNI), le Crédit MUPROCOM et la CAPPED qui offrent des crédits aux porteurs de projets d'entreprises.

D'autres structures privées proposent un accompagnement sur la gestion financière et comptable. Parmi lesquelles il y a RECO (Référence Consulting), G-Expertise, les CGA (Centres de Gestion Agréés) de la Chambre consulaire de Pointe-Noire, etc. ainsi que des agences conseils comme le Forum des Jeunes entreprises du Congo (formation, appui conseil), l'IECD (formation diverses), l'AIDL Consultance (études, appui conseil et formation) ou encore le CERPAC, la CENOP, le MIDR qui sont spécialisés dans l'agriculture, l'élevage et le développement rural. Toutes ces structures d'accompagnement permettent l'accompagnement des porteurs de projets, en les mettant en relation avec les réseaux professionnels, économiques, commerciaux de la vie entrepreneuriale.

### Mesures d'incitation

En plus des structures d'accompagnement, le porteur de projet d'entreprise peut tirer profit des mécanismes d'incitation mis en place par l'autorité publique. Parmi ces mécanismes, il

y'a le code des investissements. Il garantit la sécurité des fonds engagés, et prévoit de multiples formes d'incitation à la création d'entreprise, en faveur des porteurs de projets, de l'innovation technologique, et des exportateurs.

Aussi, le cadre fiscal congolais est théoriquement incitatif. Cela va de la réduction fiscale pour investissement, jusqu'à l'exonération totale ou partielle de certains impôts, en passant par l'exonération de certaines taxes, etc. En plus des dispositions générales de droit commun, le code des investissements prévoit certaines mesures d'allègement et/ou d'exonération d'impôts et taxes en fonctions des zones d'investissements.

Les textes légaux prévoient au moins trois régimes d'imposition octroyés : le régime général, le régime des PME et le régime des zones franches. Auxquels s'ajoutent d'autres mesures incitatives liées au développement de l'activité économique et à la création d'emplois, au réinvestissement des bénéficiaires, à l'exportation à l'installation dans une zone défavorisée, etc. Ainsi que des exonérations de certaines taxes relatives à l'importation de certains produits ou matériels dans le domaine de l'agriculture par exemple.

### Processus de création et choix de la forme juridique

Dans le but de réduire les délais et les coûts nécessaires aux formalités de création d'entreprise, l'autorité publique a mis en place un Guichet Unique dénommé Centre de Formalités des Entreprises (CFE), où s'effectuent toutes les formalités inhérentes à toutes

les administrations intéressées.

La procédure de création consiste donc à remplir au CFE un formulaire unique de création d'entreprise, en y joignant toutes les pièces justificatives légales, et s'acquittant des frais réglementaires selon les tarifications en vigueur et qui varient en fonction de divers critères. Il suffit de se rendre à un CFE pour en avoir les détails.

Les formes juridiques des entreprises industrielles et commerciales en vigueur au Congo sont établies en fonction des règles de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). Il y a entre autres formes : la Société anonyme (SA), la Société anonyme à responsabilité limitée (SARL), la Société en commandite Simple (SCS), la Société en nom collectif (SNC), la Société de Fait, la Société en participation et le Groupement d'intérêt économique (GIE). Toutes ces formes ont chacune leur spécificité. Les droits, les devoirs et les obligations des promoteurs varient en fonction de la forme choisie. La liste des pièces justificatives à fournir, les barèmes en vigueur sont disponibles auprès des CFE.

Selon les statistiques disponibles à la Direction nationale de l'économie, au premier semestre 2014 le CFE a enregistré 1898 créations d'entreprises, dont seulement 0,7% pour le secteur primaires et 15,5% pour le secondaires. Or les porteurs de projets d'entreprises sont plutôt encouragés à investir dans ces secteurs où l'état accorde davantage de facilités.

### COMMUNIQUÉ

#### Care Business Partner (Bilingue français/chinois)

Dans le souci de soutenir la politique des Grands Travaux initiée en République du Congo et d'accroître la collaboration avec sa clientèle chinoise la société Maersk Congo SA filiale du Groupe Maersk Numéro UN Mondial dans le secteur maritime recherche un candidat maîtrisant la langue chinoise pour le poste de « Care Business Partner » au sein du Service Clients de son bureau de Pointe-Noire. La personne retenue pour ce poste travaillera essentiellement avec les clients Chinois et les compagnies chinoises en charge des Projets de construction à Brazzaville et à Pointe Noire. Elle sera basée à Pointe-Noire où se trouve les bureaux de Maersk Line.

Date limite pour l'envoi des candidatures : 17/07

Tous les curriculum vitae peuvent être envoyés à l'adresse e-mail suivante : drchrd@maersk.com ou déposés à nos bureaux :

\*De Pointe Noire

Maersk Congo SA

15, Av. Moe Kaat Matou

1er Etage immeuble la Cite



### ANNEE ACADEMIQUE 2015 - 2016

**OUVERTURE DES INSCRIPTIONS à Brazzaville et Pointe Noire**  
L'École Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo en sigle ESCIC, une école consulaire des Chambres de Commerce de Pointe-Noire et de Paris-Ile-de France en partenariat avec la Chambre de Commerce de Brazzaville

#### Des diplômes internationaux

**POUR LES BACHELIERS : Un diplôme international avec possibilité de poursuite de la formation en France ou aux Etats Unis**

**Bachelor of Business Administration (BBA) de l'IFAM (Institut Franco-Américain de Management) - Cycle entièrement en Anglais ou en français après une année préparatoire - Frais de scolarité par an : Prépa 800 000 Francs annuel**

**POUR LES BAC+4/5 : Des Diplômes internationaux délivrés par**

**l'ESLSCA de Paris et l'ITESCIA de la Chambre de Commerce de Paris**

**Master1** : Responsable en Qualité-Hygiène-Sécurité-Environnement-Contrôle de Gestion-Management des organisations - **Master 2** : Management des Ressources Humaines - Management de la chaîne logistique - Master of Business Administration Formation continue destinée et adaptée aux salariés. Cours du soir.

**Contact : (242) 06 638 85 87/04 431 48 27 /**

**Email : escicinfo2013@gmail.com / Site : www.escic-cg.com**

Lieu de Formation : Pointe Noire - Centre-ville à côté de la Radio Congo -

**Brazzaville : Chambre de Commerce de Brazzaville**

## IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Ne dure pas au pouvoir qui veut mais qui peut...  
Je ne suis pas au pouvoir par la force »

Paul Biya, président du Cameroun, RFI, le 4 juillet 2015

« La refondation de la démocratie africaine passera  
par la société civile »

Alioune Badara Fall, professeur de droit public, Le Magazine d'Afrique de juillet-août 2015,

« Il y a l'Afrique à genoux, mais il y a aussi  
l'Afrique debout »

Charles Sirois, homme d'affaires canadien (télécommunications), Afrique Expansion, 27 novembre 2014

« La pression exercée par les forces sociales et  
politiques amène les tenants des pouvoirs à faire  
constamment des compromis aux antipodes de  
leur orientation doctrinale. »

Cheikh Gueye, Sénégal, Coordonateur de Code Citoyen, Le Quotidien, 02 juillet 2015

« Les bergers vous diront que pour diriger un  
troupeau, vous avez besoin d'un seul bâton, mais  
quand il s'agit d'un groupe de cent personnes, il  
faut certainement cent bâtons. »

Colonel Sita Sangaré, président de la Fédération burkinabé de football (FBF), Le Pays, 23 juin 2015.

## HÔTELLERIE

### M'Bamou Palace relance ses activités en septembre

L'ex- hôtel M'Bamou Palace, qui s'appellera désormais Radisson Blu M'Bamou Palace Hôtel Brazzaville, sera mis en service en septembre prochain, après de profonds travaux de reconstruction. Le groupe hôtelier, Carlson Rezidor, mondialement connu, désormais propriétaire de cette chaîne hôtelière de la place, l'a annoncé dans un communiqué de presse daté du 2 juillet et publié depuis Bruxelles, en Belgique. Cette mise en service interviendra après qu'il soit remis

complètement à neuf, aux termes de profonds travaux de rénovation qui le portent à un standing haut de gamme. « Nous sommes ravis d'arriver en République du Congo, 26<sup>e</sup> pays africain dans lequel nous nous implantons. L'Afrique est le marché où nous bénéficions de la croissance la plus importante, et nous voulons étendre davantage notre réseau avec nos partenaires actuels et à venir », déclare le PDG du groupe Rezidor, Wolfgang Neumann, dans le dit communiqué.

Le Radisson Blu M'Bamou Palace hôtel Brazzaville est implanté au centre-ville, sur les rives du fleuve Congo, à moins de 6 km de l'aéroport de Maya-Maya. Il se dote actuellement de 178 chambres de luxe; d'un restaurant; de deux bars dont l'un à la terrasse avec piscine ; d'un espace de réunion et événementiel de 2.650 m<sup>2</sup>; d'une piscine extérieure ; d'un salon d'affaires ; d'une salle de sport ; d'une discothèque et d'une connexion Internet haut débit.

Firmin Oyé

## HABITATS POUR TOUS

### La BCH et la SPIE exposent le premier lot de 30 logements sociaux construits à Lemba

Lors d'une conférence de presse conjointe le jeudi 2 juillet à Brazzaville, la Banque congolaise de l'habitat (BCH) et la Société de promotion immobilière Eridan (SPIE), ont indiqué que ces logements sociaux voulus par le président Denis Sassou-N'Guesso, sont à la portée de tous les Congolais.

Dans la perspective de l'émergence annoncée en 2025, le Gouvernement congolais a appelé les promoteurs de projet de développement à susciter des initiatives. La construction des logements sociaux décentes et modernes, a été au cœur de cette vision gouvernementale. Mais pour le ministre congolais de la Jeunesse et de l'éducation civique, Anatole Colinet Makosso, le projet de création de la cité moderne de 120 logements à Lemba dans le département du Kouilou, intervient dans un domaine transversal.

« Je salue l'initiative de la BCH et la société Eridan, qui vise à aider le gouvernement à pallier le problème de logements dans notre pays. », a confié au sortir de cette rencontre le ministre Anatole Colinet Makosso. Le membre du Gouvernement a indiqué par ailleurs que si

les autorités congolaises soutiennent ce projet ambitieux, c'est parce que d'une part, « il contribue à la formation des jeunes sur place et leur permet d'éviter les actes d'incivisme », et d'autre part « il permet de moderniser cette partie du Congo ». « Tout ceci entre dans le cadre de la vision du chef de l'Etat, Denis Sassou-N'Guesso », a-t-il martelé.

#### La cité Antoinette

La cité de Lemba constitue, en effet, le premier lot du projet immobilier de construction de 120 logements. Cet espace a été obtenu grâce à la générosité du gouvernement congolais: « Il y a une femme qui a beaucoup fait pour la ville de Pointe-Noire, et grâce au concours de son mari, ce projet s'est concrétisé. C'est ce qui nous a amené à baptiser cette localité la cité Antoinette », a précisé le responsable de la Société Eridan, Gomez.

La cité Antoinette est bâtie sur une superficie de 19.550 kilomètres carrés, soient 391 mètres de long et 50 mètres de large, expliquent les experts de la SPIE Eridan. Elle est principalement constituée de villas de type F4 de 138 m<sup>2</sup> et 121 m<sup>2</sup>. Toutes les villas sont reliées entre elles et avec la route nationale par des voies en pavement.

Les travaux du gigantesque projet une fois achevés, permettront d'installer une cité moderne dotée: d'un centre commercial, d'un terrain de basketball modulable en plusieurs sports, d'une aire de jeux et de deux châteaux d'eau de 30 m<sup>2</sup> chacun. La cité Antoinette hormis l'électricité publique, sera alimentée par deux groupes électrogènes de 250 Kva chacun. Ces groupes électrogènes travailleront en relais et alimenteront le réseau basse tension souterrain ainsi que l'éclairage public de cette nouvelle cité.

La BCH a mis en place un plan d'épargne logement, assis sur trois régimes d'épargne : 4 ans, 5 ans et 6 ans. Il est prévu 8 catégories d'épargne logement qui vont de la catégorie A à la catégorie H. « A chaque catégorie correspond une épargne mensuelle et une quote-part de crédit épargne qui est fonction du revenu du ménage et de sa capacité de remboursement à long terme. », a expliqué Béchir Chaari. D'après le directeur Gomez, la prochaine destination du projet SPIE et BCH, sera la localité d'Ewo (dans la cuvette). « Notre ambition, c'est de moderniser l'ensemble du pays, avec des logements à la portée de tous les Congolais. », a-t-il conclu.

Fiacre Kombo

### ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact: 05 532 01 09  
Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

#### Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville  
L'actualité au quotidien

## AVIS DE VENTE

Nous vendons une briqueterie neuve

Contact : 06 912 82 82

### DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions\* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :  
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org



Une expertise à votre portée

#### INTITULE DE LA FORMATION

Techniques de rédaction administrative

Bilan de compétences et plan de carrière

Construire sa stratégie logistique

Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements

La gestion de la relation client (GRC ou CRM) : enjeux et fondamentaux

#### DUREE

4 jours

4 jours

4 jours

4 jours

3 jours

#### PERIODE

6 au 9 juillet 2015

13 au 17 juillet 2015

21 au 24 juillet 2015

21 au 24 juillet 2015

28 au 30 juillet 2015

\*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



# RECRUTE

## EN VUE DE SON OUVERTURE PROCHAINE A BRAZZAVILLE

En vue de l'ouverture très prochaine du Radisson Blu, première chaîne hôtelière internationale à Brazzaville, nous cherchons des personnes qualifiées pour les postes suivants :

Un Directeur des ventes

Réceptionnistes

Gouvernante

Blanchisseurs

Intendants

Comptable

Concierges

Femmes/hommes de chambres

Personnels de cuisine et de salle

Barmans/Barmaids

Voituriers / Chauffeurs

Priorité sera donnée aux candidats avec de l'expérience et parlant plusieurs langues.

Veillez transmettre vos **CV de préférence par e-mail** à l'adresse ci-dessous

**[Info.Brazzaville@Radissonblu.com](mailto:Info.Brazzaville@Radissonblu.com)**

**En cas de difficultés de connexion internet, les candidats peuvent déposer leurs dossiers auprès du gardien de L'HOTEL (derrière la chambre de commerce)**

## TRIBUNE LIBRE

## Le Congo : un îlot de paix à préserver

Un regard introspectif sur l'évolution du monde nous renseigne qu'il y a plus d'une décennie, l'Afrique centrale était perçue comme un foyer de tensions où la quasi-totalité des pays étaient traversés par de nombreuses crises armées ou des guerres civiles. La paix était si rare et perçue comme un luxe. Aujourd'hui encore, après une période de relative accalmie, les tensions commencent à remonter remettant la sous-région en ébullition. À terme, une situation explosive, si l'on n'y prend garde.

En effet, toute la zone, en partant de la RDC jusqu'au Tchad, en passant par la RCA, est transformée en poche incubatrice des groupes rebelles et autres terroristes avec pour objectif de replonger la sous-région dans le chaos. Déjà, les escarmouches sont régulièrement signalées en République démocratique du Congo. Ici, une rébellion ougandaise dénommée ADF-Nalu (Forces démocratiques alliées) attaque et pille les localités de la province du Nord-Kivu. Des violences qui, selon la Croix-Rouge ougandaise, poussent des milliers de Congolais à chercher refuge en Ouganda. Cette énième rébellion est une menace de plus avec des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) qui combat l'armée congolaise, depuis plusieurs années. Une véritable «poudrière», s'alarment les experts militaires occidentaux.

La situation de trouble permanent dans ce vaste pays remonte à la chute du président Mobutu Sese Seko en 1997, destitué par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) de Laurent Désiré Kabila. La stabilité partiellement rétablie en RDC ne garantit pas encore la paix sur l'ensemble du territoire. On y apprend, tous les jours, des massacres de populations civiles à l'Est et au Nord du pays. La Force onusienne, la Monusco, avec plus de 7 milles hommes, basée sur place n'a toujours pas pu aider l'armée gouvernementale à venir à bout de ces rébellions qui, comme l'hydre, naissent chaque fois que les premières sont anéanties.

En RCA cependant, les groupes de miliciens anti-balaka et Séléka, respectivement proches des anciens présidents François Bozizé pour les premiers et Michel Djotodia pour les seconds, ne perdent rien de leur capacité de nuisance. Quoique résiduelles actuellement, ces bandes armées sortent de temps en temps du bois pour cracher le feu sur Bangui, la capitale du pays, ou sur Birao dans le septentrion. Et l'on craint désormais que la réduction des effectifs de la force française Sangaris ne serve de prétexte à ces groupes pour ressortir les machettes et replonger le pays dans des violences. Même si les efforts déployés par le président congolais Denis Sassou N'Gouesso, médiateur dans cette crise avec l'appui de la communauté internationale, augurent désormais d'un début de normalité, quoiqu'encore précaire, dans le pays.

En effet, le 11 mars dernier, les rebelles anti-balaka et séléka n'ont pas hésité à perturber la clôture du forum de Bangui sur la réconciliation et la paix. Quelques semaines plus tard, ces mêmes rebelles ont voulu empêcher le retour, à Bangui, de la présidente de transition centrafricaine, Catherine Samba Pandza, au terme d'un voyage à Paris où elle répondait à l'invitation du président français François Hollande.

Comme si cela ne suffisait pas, la secte islamique Boko-Haram, qui écume le nord du Nigeria depuis de longues années, a étendu ses tentacules jusqu'au Cameroun, un pays qui était jusque-là à l'abri des actions terroristes. Ainsi, depuis environ un an, ce pays est exposé aux harcèlements quotidiens des hordes de malfrats venus du Nigeria, qui sèment la mort et la désolation.

L'autre pays de l'Afrique centrale dont les populations peuvent nourrir de sérieuses inquiétudes, c'est le Tchad. Son intervention aux côtés du Cameroun pour stopper les visées expansionnistes de la secte islamique Boko-Haram a ouvert la porte aux assauts meurtriers, et souvent répétés, de ces terroristes. Comme le témoigne le double attentat qui a frappé N'Djamena (Tchad), le 12 juin dernier.

En effet, ce dont les Occidentaux et les Africains, donc les Congolais, devraient se souvenir, c'est que l'expérimentation d'une démocratie absolument occidentale en Afrique a montré ses limites, ici et ailleurs. Sur ce fait, les exemples sont légion. L'imposition d'une démocratie à l'occidentale a brûlé la Libye, mis à sac l'Égypte, la Syrie, l'Irak et, maintenant, le Yémen.

Devant ce tableau peu reluisant en Afrique centrale, le Congo, par le calme qui y règne actuellement, apparaît, pour le moment, comme un véritable îlot de paix qu'il convient de préserver. Les guerres civiles successives, de 1993 à 2000, avaient laissé beaucoup de séquelles avec un tissu social et économique complètement lézardé. Résultat : un pays au bord du gouffre. Aujourd'hui, on peut observer que l'ensemble du territoire congolais est traversé par un courant de paix, marqué par une stabilité institutionnelle qui force l'admiration. Notamment celle des investisseurs.

Les différents partenaires au développement devraient œuvrer pour préserver cet état de tranquillité. Ce n'est un secret pour personne, l'équilibre de la sous-région risque de basculer dans le chaos si par malheur, le Congo venait à replonger dans des violences comme c'était le cas pendant les deux dernières décennies.

Valentin OKO

## ŒUVRES SOCIALES

## L'association Union a offert des livres de français aux meilleurs écoliers

**Le geste humanitaire a été fait, le 30 juin à Brazzaville, par l'association Union. C'est un don de livres de français fourni aux meilleurs élèves de l'école primaire Matsoua, à la faveur de la cérémonie d'émulation de fin d'année 2014-2015, pour les encourager à l'excellence scolaire.**

Encourager l'excellence scolaire est l'une des valeurs du système d'enseignement congolais qui parfois est traduite en acte par les associations locales. C'est dans ce cadre que, les cinq meilleurs écoliers de chaque niveau ont été sélectionnés par la direction de cette école primaire pour appuyer l'initiative de cette association. Du cours élémentaire premier degré (Cp1) au cours moyen (Cm1) cinq premiers, au total quatre-vingt écoliers ont été enregistrés. « Notre association a pour but d'aider à l'éducation des enfants. Nous encourageons les écoliers à beaucoup travailler. Contrairement à l'an dernier, cette année-ci, nous avons rencontré un problème d'expédition du matériel scolaire en provenance de France. Pour cela, le peu de livres que nous vous donnons, nous allons aussi le partager à une collation afin de vous encourager tous à mieux faire l'an prochain », a expliqué Armel Kevin Boucoungu, secrétaire de l'Association Union.



Une poignée de meilleurs écoliers bondissant les livres de français en compagnie avec le personnel enseignant et les membres de l'association (adiac)

En tout cas, il est assez courant pour l'association Union de s'intéresser aux inégalités et à l'échec scolaires, et de se tourner vers ceux qui réussissent, surtout, d'analyser les trajectoires des élèves qui échappent aux lois de la reproduction sociale. Par ailleurs, dans une ambiance festive et d'émulation de fin d'année scolaire, ces écoliers ont chanté et dansé

chacun à son rythme. De même, une modeste collation a été offerte aux meilleurs de cette école.

Emu de l'initiative de cette association, la directrice de cette école, Ella Mounkassa, a indiqué : « Des multiples dates historiques qui marquent

cette école, nous allons aussi retenir celle d'aujourd'hui. Les résultats présentés au public ce jour sont le reflet d'un travail sérieux effectué par les enseignants ». Rappelons que l'association Union présente à Toulouse, en France et à Brazzaville (Congo) œuvre depuis deux ans dans l'humanitaire et le social.

Fortuné Ibara



GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE POUR LE SERVICE COMMUN D'ENTRETIEN DES VOIES NAVIGABLES  
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

## AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de restructuration, le GIE-SCEVN recrute :

- ✚ Poste à pourvoir : **Adjoint au Chef de Base**
- ✚ Qualification requise : **Bac + 2 ou équivalent en mécanique diesel avec polyvalence en électrotechnique et ouvrages métalliques (soudure).**
- ✚ Expérience professionnelle requise : **3 ans minimum dans un poste similaire**

✚ Missions et attributions :

Sous la responsabilité du Chef de Base, l'Adjoint est chargé de :

- Diriger l'ensemble des activités de la base en régie directe ou par recours à la sous traitance ;
- Assurer l'entretien préventif des unités fluviales dans le domaine de la mécanique, électricité et réparation des coques ;
- Veiller à l'hygiène et à la sécurité de l'environnement du travail ;
- Préparer les commandes des pièces et matériels nécessaires à l'entretien des machines ;
- Toutes autres tâches confiées par la hiérarchie.

✚ Service d'affectation : **Base/Brazzaville**

✚ Nombre de poste à pourvoir : **01**

✚ Type de contrat : **CDI**

✚ Date de clôture des dossiers : **31 Juillet 2015**

✚ Epreuves de sélection :

- Culture générale ;
- Epreuve pratique de spécialité ;
- Test psychotechnique.

✚ Dossier de candidature pour la présélection.

➤ 1 C.V actualisé avec photo + lettre de motivation

➤ 1 Extrait d'acte de naissance

➤ 1 Photocopie légalisée du dernier diplôme ou attestation

➤ 1 Récépissé de l'ONEMO.

Lieux de dépôt de candidature : L'ONEMO et le GIE-SCEVN (Réf. Beach de B/ville).

## ACTION HUMANITAIRE

## Des appareils auditifs pour 700 malentendants

C'est une action du Lions Club Brazzaville Baobab en partenariat avec la Fondation américaine Starket qui consiste à outiller les malentendants pour les aider à améliorer leur capacité auditive.

L'opération entamée depuis l'année dernière, s'étendra jusqu'à ce 3 juillet. Ainsi, 700 malentendants bénéficieront de ce don qui est une première en République du Congo.

« Vous voyez qu'ici on s'occupe de la communauté. Je peux vous dire que tout à l'heure vous avez pu être témoin. Quand un enfant à la chance d'écouter désormais un son pour la première fois, il n'y a pas une meilleure joie », a déclaré Bel-Gaza Beyina, le président des régions Lions Club, membre du Lions-Club Baobab. La sélection se fait à l'Institut de jeunes sourds à Brazzaville dans une salle dédiée au suivi et à la maintenance desdits appareils. Ce don est évalué à près de 900 millions de FCFA y compris la logistique, le prix d'un appareil étant estimé à environ 1 million de FCFA.

« Au Congo la collaboration avec la Fondation Starkey a commencé l'année dernière par l'entremise de Lions Club à travers le coordonnateur du projet Jean Louis Portella. Ils ont reconnu aux Lions club des valeurs qu'ils recherchent. Le service auprès des vulnérables, mais aussi auprès de la communauté. Pour l'instant on est à Brazzaville », confie Bel-Gaza Beyina.

« Je suis venu ici pour me faire soigner. Ce mal en moi s'était manifesté depuis mon



Vu d'un appareil auditif posé sur l'oreille un malentendant

enfance par une coulée de pu. Cette offre est vraiment un soulagement pour moi. C'est maintenant que je peux vous entendre », a indiqué l'un des enfants bénéficiaires.

Les Lions répondent aux besoins des communautés locales à travers le monde. Avec 1,36 million de membres répartis dans plus de 46.000 clubs offrant des services communautaires dans 120 pays et zones

géographiques, cet organisme bénévole incarne la diversité réunie autour d'une même philosophie, à savoir la communauté est le reflet de leurs actions.

Guillaume Ondzé

## AFFAIRES SOCIALES

## Une formation des agents sur la gestion des risques

Les agents du ministère des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité ont été formés du 30 juin au 1er juillet sur la gestion des risques lors du séminaire d'imprégnation sur l'action humanitaire à l'Institut de jeunes sourds de Brazzaville.

L'objectif a été de donner des connaissances de base aux agents dudit ministère sur la gestion des risques en cas de catastrophe. Elle vise également à renforcer leurs capacités opérationnelles et managériales dans le domaine humanitaire.

La formation a réuni les différentes directions dudit ministère et celles de l'environnement. Durant deux jours, les enseignements ont porté notamment sur les sources et la pratique de l'action humanitaire, l'assistance humanitaire, les facteurs de vulnérabilité, la réduction des risques et la cartographie.

Le chef de la circonscription d'action sociale de Baongo, Patricia Rachel Bouilama, participante à la formation a souligné l'importance des enseignements reçus. Selon elle, les connaissances acquises sur le cycle de gestion leur a permis de comprendre ses étapes. Parmi celles-ci, figurent l'évaluation et l'analyse des dégâts. « Les agents ont été sur le terrain selon la réalité du drame sans formation lors des catastrophes enregistrées dans le pays. Mais grâce à l'appui des Organisations non gouvernementales et la Croix-Rouge, nous avons pu faire quelque chose en faveur des victimes », a-t-elle déclaré.

Pour le directeur départemental de l'action humanitaire de Brazzaville, Mathieu Mpassi, les agents du ministère n'ont jamais été formés sur l'action humanitaire. « Ce séminaire a consisté à donner les notions de base sur l'action humanitaire afin de permettre aux agents d'appliquer ces éléments de bases lors des interventions en cas de catastrophe. Nous avons vécu beaucoup de catastrophes dans le pays mais le constat a révélé que tout a été focalisé sur l'assistance humanitaire. Or, avant l'assistance il y a beaucoup de choses qui précèdent », a-t-il martelé.

Il a souhaité que sa hiérarchie organise des activités pratiques d'assimilation afin d'intérioriser les enseignements reçus.

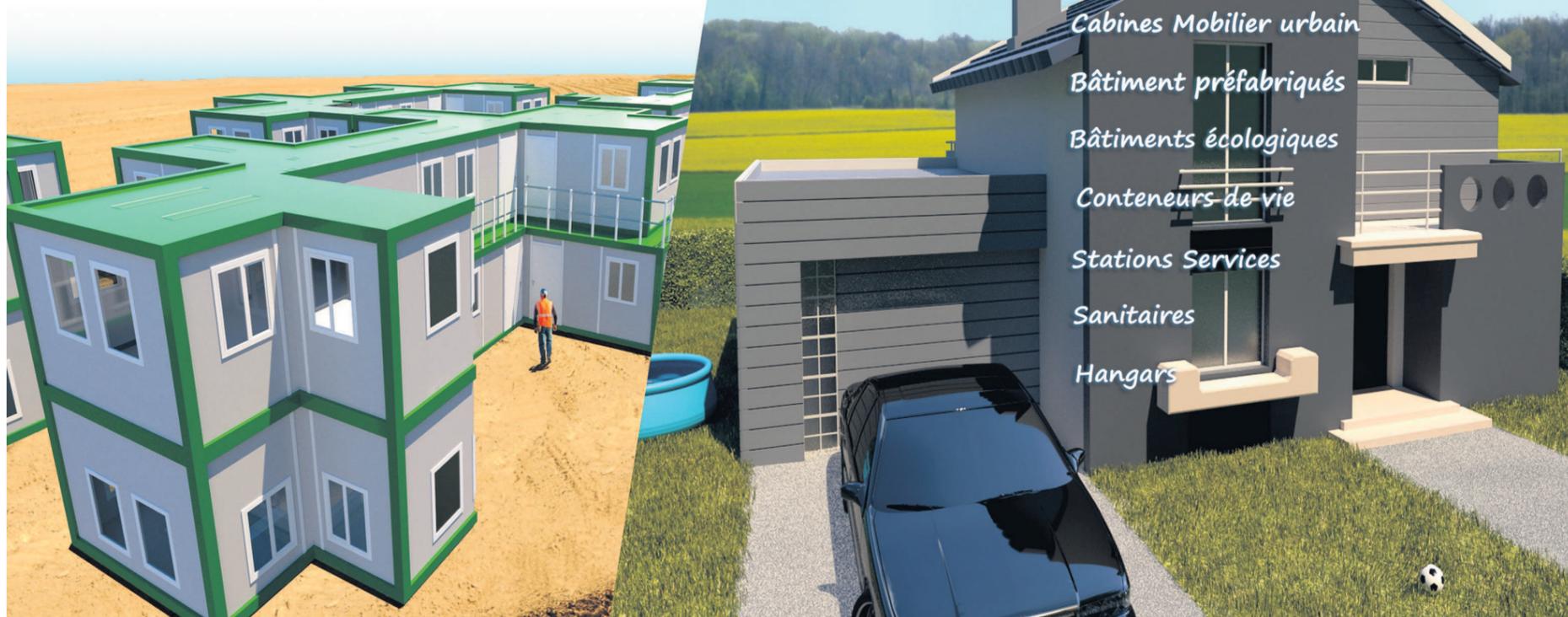
Notons qu'à l'ouverture de la formation, la directrice de cabinet du ministre des Affaires sociales, Marie Céline Tchissambou Bayonne avait rappelé aux agents que la catastrophe est une menace réelle pour toutes les communautés. Mais la gestion de celle-ci exige la connaissance de certains principes, normes et procédures.

Lydie Gisèle Oko

# MET TOUT

## PREFABS

Qualité et développement Durable !



Logements pratiques prêts à l'emploi

Bâtiments en acier léger galvanisé

Bâtiments à systèmes modulaires

Bâtiments en acier structurel

Cabines Mobilier urbain

Bâtiment préfabriqués

Bâtiments écologiques

Conteneurs de vie

Stations Services

Sanitaires

Hangars

Pointe-Noire Centre Ville - Avenue de Kimkambo ( en diagonale de Servtec )

Tel : 06 9999 666 - 06 947 22 22

## AGRICULTURE

Brazzaville  
abritera lundi  
une réunion  
sous- régionale  
du PDDAA

Cette réunion de concertation, co-organisée par le secrétariat général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Ceeac), l'Agence de planification et de coordination du Nepad et le ministère de l'Agriculture et de l'élevage, regroupera les acteurs de la mise en œuvre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (Pddaa). Au cours de ces assises de trois jours, prévues du 6 au 8 juillet, auxquelles prendront part de nombreux partenaires régionaux et internationaux, les techniciens venus de plusieurs pays de la Ceeac, discuteront des questions de sécurité alimentaire au sein de cet espace communautaire. L'objectif étant de vouloir mettre en pratique des recommandations adoptées en juin 2014, à Malabo, en Guinée Equatoriale, par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, visant à contribuer à la sécurité alimentaire à l'horizon 2015-2025. Il s'agit, en effet, d'améliorer le financement des investissements dans l'agriculture ; réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2025 par la croissance et une transformation agricole inclusive ainsi que promouvoir le commerce interafricain des produits agricoles et ses services connexes.

Firmin Oyé

## IMMIGRATION CLANDESTINE

## La police congolaise dément les affirmations « gratuites et mensongères » publiées par Amnesty international

Le colonel Jules Moukala Tsoumou, le général Albert Ngoto, et le général Jacques Antoine Bouity, respectivement, porte-parole de la Police nationale, directeur général adjoint de la police et directeur départemental de la police ont animé conjointement une conférence de presse le 4 juillet, à Brazzaville, pour réfuter les informations publiées dans le rapport de l'ONG Amnesty international.

En effet, dans un rapport rendu public le 2 juillet, le directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre d'Amnesty International, Alioune Tine accuse la police congolaise d'avoir commis toutes sortes de violations des droits de l'homme lors des expulsions des ressortissants de la RDC, dans le cadre de l'opération « Mbata ya bakolo ». Selon lui, « leurs droits fondamentaux ont été violés, car ils ont été expulsés massivement. Certains ont été victimes de violences comme le viol, la torture ».

« La police congolaise est très étonnée par les affirmations intempestives tirées du rapport d'Amnesty International, et traduites de façon tonitruante sur les antennes de Radio France Internationale, par le représentant pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale, de cette ONG de défense des droits de l'homme », s'indigne la police.

Dans son intervention, le porte-parole de la police nationale a tout d'abord rappelé les raisons de la mise en place de cette opération dé-



Le colonel Jules Moukala Tsoumou en face de la presse et certaines autorités de la police

nommée « Mbata ya Bakolo », puis la manière dont elle a été menée et se poursuit sur toute l'étendue du territoire national. « Cette opération de police, a pour but la lutte contre l'immigration clandestine et contre une insupportable vague de criminalité extrême, organisée par les Kuluna, sorte de gangsters urbains venus de Kinshasa. Pour mettre un terme à cette criminalité émergente, il a été organisé cette opération, qui, en même temps, devait lutter contre l'immigration clandestine. Aujourd'hui, nous savons les résultats qu'elle a apportés. Il y a encore de nombreux témoignages sur les effets positifs que nous avons enregistrés après la première partie de cette opération », a expliqué le colonel Jules Moukala Tsoumou.

« La police congolaise affirme haut et fort, que tout au long de l'opération, «Mbata ya bakolo», il n'y a eu ni viol, ni crime, et moins encore une quelconque violation

massive des droits de l'homme », a-t-il insisté.

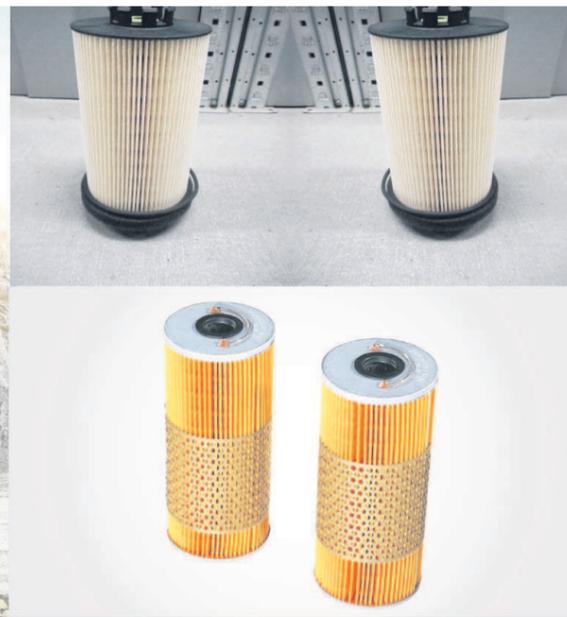
En plus, dans le cadre d'une commission mixte, il a fait savoir qu'une enquête sur les allégations de violations des droits de l'homme qui auraient émaillé les opérations d'expulsion devrait être ouverte, mais, la République Démocratique du Congo n'a jamais désigné le moindre expert, alors que le Congo pour sa part avait nommé 13 experts devant faire partie de la commission d'enquête. « Il convient de porter à la connaissance de l'opinion que jusqu'aujourd'hui, les présumées victimes de ces présumées violations des droits de l'homme ne se sont jamais manifestées », a-t-il informé. S'adressant à l'ONG Amnesty International, le porte-parole de la police nationale a rappelé les propos tenus par les ambassadeurs de la RDC, du Sénégal, du Mali et des représentants du Haut-Commissariat des réfugiés, qui, a-t-il dit, ont salué le Gouvernement congolais et sa po-

lice, « pour leur bonne gestion des opérations de conduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière ». C'était au cours d'une réunion entre le corps diplomatique accrédité au Congo et le ministre de l'Intérieur Raymond zéphirin Mboulou en mai dernier.

« Nous ne regretterons jamais assez, l'attitude démissionnaire des ONG de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, qui ne répondent jamais aux invitations à accompagner la police congolaise, en qualité d'observateurs responsables, pendant le déroulement de ces opérations », a déclaré le porte-parole de la police nationale.

Il a conclu son message en indiquant que, « Cette opération de souveraineté » se poursuit sur toute l'étendue du territoire national, « dans les règles de l'art et le respect scrupuleux de la dignité des personnes et de leurs droits ».

Yvette Reine Nzaba



**FORFAIT ENTRETIEN: VIDANGE ACTROS À 320.000FCFA.**  
Exigez le meilleur pour votre Actros : pièces d'origine et techniciens qualifiés.

- > Diagnostic électronique niveau 1 gratuit
- > Contrôle et remise à niveau des fluides
- > Filtre à huile, filtre à gasoil, huile moteur



Mercedes-Benz

\* Sans rendez-vous, y compris le samedi matin!



Pointe-Noire  
Boulevard du Président M. NGOUABI  
B.P. 697 Pointe-Noire  
Tél : 05 680 86 08 / 05 607 55 01

Brazzaville  
113 av Edith Lucie BONGO ONDIMBA  
(ex avenue du Port) - Brazzaville  
Tél : 05 647 23 74 / 05 709 18 40

rufin.lepembe@tractafrictmc.com  
www.tractafrictmc-congo.com

## RCA- PAIX

# Le Congo contribue aux efforts de la communauté internationale

C'est la quintessence du message délivré par le ministre à la présidence chargé de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, à la veille du départ de l'Unité de police constituée (UPC) du contingent congolais en République centrafricaine.

Le chef d'état-major général des Forces armées congolaises, le général de division Guy Blanchard Okoï, le commandant de la Gendarmerie nationale, le général de brigade Paul Victor Moigny, le directeur général de la police, le général Jean François Ndengué, les membres du commandement et du Conseil de commandement de la police nationale, se sont retrouvés, le 3 juillet, à la caserne de la Gendarmerie à Bifouity, autour du ministre de la défense nationale, à l'occasion de la double

cérémonie de présentation du commandant de l'UPC/MINUSCA et de sa prise de commandement.

Une occasion offerte au ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, de se féliciter de la présence des forces congolaises aux différentes missions dont le Congo a pris part sous l'égide de l'ONU, insistant notamment sur la énième participation de la République du Congo aux missions de la paix en Centrafrique qui a forcé l'admiration de nos partenaires.

Le ministre Mondjo a ensuite dénoncé les manquements graves aux principes déontologiques observés ces derniers temps qui n'honorent par nos forces armées et notre pays, « *Cela doit nous interpeller tous* », a-t-il

martelé.

Il a de ce fait invité les troupes à être attentives, volontaires mais surtout disciplinées, tout en gardant constamment à l'esprit la lourde responsabilité qui les incombe, afin d'atteindre un niveau d'excellence attendu par tous.

Après la prise de commandement du commandant de l'UPC Gambou Louingui qui a constitué le deuxième temps fort de la cérémonie, un défilé militaire a bouclé la manifestation.

En rappel, la présence des FAC en RCA remonte à une première participation à la Force multinationale d'Afrique Centrale (FOMUC). Elle s'est poursuivie avec la MICOPAX et la MINUSCA sous l'égide de l'ONU.

Guillaume Ondzé

## CHRONIQUE

## Le Festival «Nassamet Andaloussia» de Tunis

Les innombrables touristes, qui avaient fui après le printemps arabe en 2011, commencent à affluer de nouveau dans le pays tunisien et la contribution directe du tourisme à l'économie remontait en conséquence. 7,4% du PIB, ce qui illustre de la bonne remontée d'un secteur qui avait déjà atteint les 15,2% du PIB en 2014.

Cela témoignait également de la performance du secteur hôtelier, des agences de voyages, des compagnies aériennes et autres services florissants de transport de passagers. Mais aujourd'hui, avec le regain de violence, notamment après les attentats contre le musée du Bardo et l'hôtel touristique dans la ville de Sousse, force est de constater que le secteur du tourisme subit de nouveau de sérieux revers.

Sans doute parce qu'il ne faut pas plier face à la menace terroriste et pour rassurer les touristes qui craignent pour leur sécurité et surtout pour conserver sa tradition culturelle, la Tunisie vient de lancer son Festival aux parfums andalous dénommé «Nassamet Andaloussia». Lancé vendredi 26 juin dernier dans le jardin aménagé de la bibliothèque informatique de l'Ariana, l'une des plus importantes banlieues de Tunis, à proximité de son aéroport international, il se poursuivra jusqu'au 8 juillet prochain.

Ce parfum d'histoire s'est dégagé par un chant, inspiré de l'héritage musical andalous interprété lors de la soirée inaugurale au jardin. La troupe de Grenade du Malouf de la région de Kalaat al-Andalous, près de l'Ariana, a fait le déplacement pour interpréter des chansons du patrimoine musical tunisien et andalous au cours d'un spectacle qualifié riche en sons et couleurs.

Les participants à cette soirée inaugurale et mémorable ont été gratifiés d'une conférence autour de la présence des Andalous en Tunisie animée par le professeur Ahmed Rahmouni et le Docteur Abou Baker Belhaj. Ces derniers ont évoqué en somme l'apport économique et social des Andalous dans les villes où ils étaient installés notamment dans le bassin de Medjerda, Testour, Ghar El Melh et Bizerte.

Pour les prochaines soirées, l'on nous annonce d'autres conférences thématiques, notamment sur l'héritage architectural des Andalous mais aussi la participation de troupes musicales venues de différentes régions du pays après celle du Malouf et du patrimoine Andalous à Bizerte, le 30 juin dernier. On cite : la troupe de Cheikh Kawem El Malouf de Tebourba (Manouba), la troupe Layali Néapolis de Nabeul, mais aussi les cheikhs du Malouf à Testour.

Un accent particulier sera mis sur les deux dernières soirées des 7 et 8 juillet qui seront animées respectivement par la troupe Ouled Ben Azzouj du Malouf, Mouachahat de Zaghuan et la troupe Itr al-Madina de musique invitée d'honneur pour la soirée de clôture. Il sied de témoigner sa solidarité au peuple tunisien en toutes circonstances et le Festival Andalou de Tunis en est une qui permet de passer un message fort à l'encontre des briseurs de rêve.

Ferréol Ngassackys



World Food Programme

Programme Alimentaire Mondial

Programa Mundial de Alimentos

برنامج الأغذية العالمي

### ANNONCE

N°RFP/PROC/008/2015

La représentation du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies en République du Congo a le plaisir de porter à la connaissance du public qu'elle recherche une société de recrutement spécialisée à la mise à disposition de personnel pouvant gérer sa flotte automobile (véhicule lourds).

#### Missions principales :

Mise à disposition de personnel temporaire de nationalité congolaise ayant pour profil mécanicien et chauffeur mécanicien.

Pour cela, les entreprises intéressées peuvent s'adresser au bureau du Programme Alimentaire Mondial (PAM) à Brazzaville sise Avenue Général De Gaulle, derrière l'ICF ex Centre Culturel Français (voir tableau d'affichage à la guérite du PAM) pour récupérer gratuitement ledit appel d'offres.

Si vous avez des questions à nous poser, n'hésitez pas à vous rapprocher de nos bureaux ou nous contacter à l'adresse email suivante [brazzaville.procurement@wfp.org](mailto:brazzaville.procurement@wfp.org)

Veillez par ailleurs noter que la date limite de la réception des offres est fixée au 15 juillet 2015.

Fait à Brazzaville, le 23 juin 2015

David Bulman  
Représentant et Directeur de Pays

## AVIS DE RECRUTEMENT

Société de la place exerçant dans le secteur BTP.

Recrute à Pointe-Noire,

un mécanicien chargé d'Assurance et sinistre ;  
assistant ressource humaine.

Pour tout renseignement veuillez contacter les numéros ci-après : 06 648 47 27 / 05 304 63 92

## IN MEMORIUM

02 juillet 2014 - 02 juillet 2015, voici une année que le Seigneur rappellera à lui notre regretté frère le colonel Lenkongui Mathias. A cet effet, en ce jour d'anniversaire Mme Ndapassa Madeleine, le colonel Ozimba Philippe, Le colonel Youssame Jean-Baptiste et la famille prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui en sa mémoire. Que le Seigneur dans sa miséricorde lui accorde la paix et le repos éternel.



## LIBRE FORMAT

## Alexandre S. Pouchkine, fondateur de la langue littéraire russe

Très populaire en Russie, Alexandre Sergueïevitch Pouchkine, est célébré tous les mois de juin en Russie et dans d'autres pays du monde où la langue et la littérature russes sont mises en exergue. C'est le cas de la République du Congo, où le Centre culturel russe (CCR), a organisé tout récemment à Brazzaville, une activité pour célébrer cet illustre créateur, en présence du directeur de ce centre, Sergey Belyaev et des étudiants congolais bénéficiaires des bourses d'études en Russie ainsi que des autres apprenants de la langue et littérature russes.

Véritable légende, Alexandre S. Pouchkine, à qui la cérémonie lui est dédiée, représente tout pour les Russes. Principal conteur pour les nouvelles générations, il est celui qui a transformé la langue russe, en la rapprochant de celle qui est parlée aujourd'hui. Il est donc le créateur de la langue russe moderne. A peine au lycée, le poète et dramaturge de l'époque des Lumières, Gavril Derjavine, pressentait en Pouchkine, un génie. Toutefois, le style pouchkinien a sa beauté grâce à sa fameuse nurse Arina. Et Pouchkine a consacré tant de poèmes à sa nurse. D'ailleurs, pour le professeur émérite à l'Université Lomonossov de Moscou, Vladimir Ielistratov, à la fois docteur en culturologie, écrivain, dit de Pouchkine : « Pouchkine n'a pas créé la langue russe, il a supprimé tout ce qui était inutile. Parce que des poètes comme Kheraskov et d'autres composaient dans un style redondant. Il a procédé à une intervention chirurgi-

cale. Il a minimisé la langue dans le bon sens, éliminé des archaïsmes, des métastases de la langue russe, transformé le genre relevé en genre vulgaire - du point de vue des littéraires d'alors. Il a laissé dans le meilleur de la langue. »

Si Alexandre S. Pouchkine n'a pas inventé la langue russe moderne, comme on le prétend parfois, il a tout de même parachevé l'action de ceux qui luttèrent depuis des décennies pour imposer le russe tel qu'il était parlé. Le deuxième mérite de Pouchkine est d'avoir libéré la littérature russe de l'influence étrangère. Il s'inspire des grands maîtres européens sans se faire l'imitateur de personne, contrairement à ceux qui l'avaient précédé. Sur son style, tous s'accordent à lui reconnaître une simplicité, une précision et une élégance extrêmes. Son écriture est celle d'un écrivain classique, héritier du siècle des Lumières, bien que vivant au cœur de l'ère romantique (l'influence de celle-ci ne se fait sentir que dans ses premiers poèmes).

#### Quel est le parcours d'Alexandre S. Pouchkine ?

Alexandre Sergueïevitch Pouchkine est un poète, dramaturge et romancier russe né à Moscou le 6 juin 1799 et mort à Saint-Pétersbourg le 10 février 1837. Férue d'art et de littérature, il est issu d'une famille de la noblesse russe, relativement aisée, notamment par sa mère Nadieïda Ossipovna Hanibal (1775- 1836) une des beautés de Saint-Pétersbourg et de son père Serge Lvovitch (1770-1848), major puis conseiller militaire, esprit libre et francophile. Passionné d'histoire et de généalogie, Pouchkine était particulièrement fier de son glorieux et célèbre



Alexandre S. Pouchkine

aiëul, dont il avait hérité certains traits qui le distinguaient fortement de ses concitoyens : teint olivâtre, lèvres épaisses, cheveux crépus, ce qui fut lié avec ses origines africaines.

#### Comment devient-il un grand passionné de la littérature ?

Pouchkine se réfugia dans la lecture. Lecteur passionné et insatiable, il pilla la bibliothèque familiale, s'attaquant particulièrement aux classiques anglais (Byron, William Shakespeare, Laurence Sterne) et français (Molière, Voltaire, Évariste Parry). Sa profonde connaissance de la culture française et son parfait bilinguisme (qu'il cultiva toute sa vie) lui valurent le surnom de Frantsouz parmi ses camarades du lycée de Tsarskoïe Selo. Alexandre Pouchkine étonnait aussi son entourage par son aisance à improviser, comme à réciter par cœur des vers innombrables ; sa mémoire était infail-

libre, sa vivacité d'esprit remarquable. C'est dans le parc du palais impérial, qu'il dit avoir connu sa première inspiration poétique. Dès 1814 son poème « À un ami poète » est publié dans la revue Le Messager de l'Europe. Ces vers, déclamés lors d'un examen de passage, lui valent l'admiration du poète Gavril Derjavine. En 1817, il intègre le ministère des Affaires étrangères ; une sinécure. Suivent trois années de vie dissipée à Saint-Pétersbourg. Durant ce temps, il rédige des poèmes romantiques inspirés par les littératures étrangères et russes. Il rencontre aussi les grands noms des lettres russes contemporaines, comme Karamzine ou Vassili Joukovski. Ses poèmes sont parfois gais et enjoués, comme Rouslan et Ludmila. Bien qu'incontestablement libéral, Pouchkine n'est pas révolutionnaire, ni même véritablement engagé politiquement, contrairement à nombre de ses amis qui participent aux mouvements réformateurs qui culminent avec la révolte décabriste. Mais bien plus tard, il passa six années d'exil, qui lui permirent de s'inspirer davantage et de voyager dans le Caucase et en Crimée, à la découverte de la campagne russe profonde. En 1826, une fois matée l'insurrection décabriste, Nicolas Ier, nouvel empereur de Russie, fait revenir le poète à Moscou. En audience privée, il lui offre le pardon, à condition qu'il renonce aux débordements de sa jeunesse. Et, puisque le poète se plaint de la censure, l'empereur, posant au protecteur des arts, lui propose d'être son censeur personnel. Pouchkine n'a pas le choix : c'est ça ou le retour en exil. Il accepte. Ainsi débute pour le poète une nou-

velle phase de persécution politique. Pouchkine doit rendre compte de ses moindres déplacements aux autorités. Son activité littéraire est étroitement contrôlée. L'empereur va jusqu'à donner des conseils artistiques à son protégé : ainsi, à propos de Boris Godounov, « Faites-en un roman à la Walter Scott ! » Et le comble est que, simultanément, il passe pour un odieux collaborateur du despotisme aux yeux des libéraux, qui le considéraient comme l'un des leurs. Pouchkine reprend sa vie oisive et dissolue. Il accompagne aussi l'armée russe de Paskevitch dans sa campagne militaire de 1828-1829 contre l'Empire ottoman. Cette aventure lui inspire un récit, Voyage à Erzurum, mais lui vaut aussi de nombreux démêlés avec les autorités, qu'il n'avait pas jugé bon d'informer de ses déplacements. Sur le plan littéraire, il achève Poltava (1828), poème à la gloire de Pierre le Grand. Persuadé que le mariage était pour lui, la voie du bonheur, Pouchkine jeta son dévolu sur une jeune beauté moscovite, Natalia Nikolaïevna Gontcharova, avec laquelle ils se marient le 18 février 1831 à Moscou. Pendant cette période, Pouchkine, en pleine maturité littéraire, entame son œuvre en prose. Les Récits de feu Ivan Pétrovitch Belkine et compose aussi le célèbre poème du Cavalier de bronze (1833). Alexandre S. Pouchkine était déjà considéré au moment de sa mort comme le plus grand écrivain russe. Les circonstances de sa disparition étant dramatiques (tué lors d'un duel aux pistolets), il a été transformé en véritable légende. Alexandre S. Pouchkine bénéficie toujours d'une énorme popularité en Russie.

Bruno Okokana

## PARTENARIAT

## Congo Terminal appuie le Centre interdépartemental de transfusion sanguine Kouilou/Pointe-Noire et l'Association A2EH

Deux protocoles d'accord entre Congo Terminal et ces deux entités ont été signés ce mercredi 1er juillet à Pointe-Noire. Michel ANTONELLI, Jean-Pierre PAMBOU, Joel Anniele POATY-TCHIBINDA respectivement Directeur Général de la société Congo Terminal, Directeur du centre interdépartemental de transfusion sanguine Kouilou/Pointe-Noire (CITS) et Présidente de l'association Agir Ensemble pour les Enfants Handicapés(A2EH) ont participé à la cérémonie.

A l'occasion de son 6ème anniversaire, Congo Terminal, créé le 1er juillet 2009, vient de signer deux conventions de partenariat, chacun pour une durée de trois ans. Pour le centre interdépartemental de transfusion sanguine Kouilou/Pointe-Noire, tous les ans, Congo Terminal effectuera un don de deux mille poches de sang d'une

valeur de 7 millions de francs CFA environ. Ce don sera suivi d'un autre, celui de sang bénévole des salariés de cette société entre octobre et novembre de chaque année. Expliquant le sens de ces protocoles d'accord, Michel ANTONELLI a indiqué que ces deux structures ont bénéficié il y a quelques temps de l'apport de sa société. Il s'agit à travers ces partenariats de pérenniser dans le temps ce soutien. « Par ce geste Congo Terminal ne fait pas sa publicité mais voudrait inciter d'autres entreprises locales à faire la même chose car à plusieurs les efforts fournis en matière de RSE seront plus conséquents. Depuis l'an dernier nous nous apercevons qu'il y a une volonté croissante de participer au don bénévole mais il n'y a pas assez de poches pour organiser les collectes. C'est l'objet de notre appui au CITS. Cette année nous avons offert 2.048 poches au CITS le 27 juin dernier.



Par ailleurs accompagner les enfants vivant avec handicap pour qu'ils aient accès à la santé, l'éducation, la formation en appuyant A2EH, c'est appliquer notre politique développement durable », a-t-il signifié.

Saluant ainsi l'intérêt de ce partenariat pour sa structure, Jean-Pierre PAMBOU a rappelé qu'il ne peut y avoir de transfusion sanguine sans l'apport des donneurs de sang. Et actuellement le centre interdépartemental de transfusion sanguine Kouilou/Pointe-Noire concourt à un seul objectif, notamment celui d'avoir des donneurs de sang bénévoles et réguliers, c'est ce qui constitue un point fort de ce protocole d'accord. « Nous espérons avoir un effectif assez important de

donneurs bénévoles et réguliers composés de plusieurs salariés de Congo Terminal afin que la transfusion sanguine soit véritablement de qualité conformément aux termes de ce protocole d'accord », a-t-il renchéri. Pour sa part Joel Anniele POATY-TCHIBINDA a exprimé sa gratitude à l'égard de Congo Terminal en ces termes : « Ma joie est grande pour cette société qui manifeste une attention particulière à l'association A2EH ».

Soulignons que pour le partenariat avec A2EH, Congo Terminal va dépenser 9.530.000 francs CFA par année, soit un total de 28.590.000 francs CFA pour les trois ans.



## ACTIVITÉS BANCAIRES

## Réorientation forcée vers le détail

**Pour survivre à la féroce concurrence à vingt, une source bancaire a estimé que les banques devront intensifier nécessairement leurs activités dans le détail pour arracher de nouvelles parts de marché après le constat malheureux du tarissement de la clientèle corporate et commerciale. Désormais une bataille s'engage pour le contrôle du secteur informel toujours hors de portée à moins que les banques intéressées prennent des mesures extrêmes souvent budgétivores.**

Selon nos sources, la faiblesse du système bancaire congolais tient de la morphologie de l'économie congolaise. « Il y a une croissance forte mais elle a une morphologie identique. Les vingt banques de la RDC avec leur petite taille se partagent le même gâteau tant du côté des entreprises que celui des petites et moyennes entreprises ». Aujourd'hui, il est important de comprendre le marché pour espérer en tirer le meilleur profit. « La faible pénétration des banques en RDC est beaucoup plus constatée au niveau de la banque de détail. C'est le citoyen congolais ordinaire qui alimente le secteur informel. C'est lui qui doit constituer une cible. En somme, les banques au Congo ont encore un grand champ d'action mais il faut s'armer pour conquérir ces parts

de marché disponibles ». À terme, cette bataille vise à démocratiser le service bancaire en faisant accéder le plus grand nombre. La RDC devrait connaître une petite révolution dans le secteur bancaire au cours des prochaines années. En effet, le processus d'inclusion financière est bien en marche. « Les banques ont l'obligation, même pour leur survie, de démocratiser l'accès aux transactions bancaires ». Par contre, l'on ignore toujours les retombées réels sur le système bancaire. Il est vrai que les banques ne se lanceront pas à la conquête de cette nouvelle cible avec les mêmes moyens de bord. Certaines parmi elles seront plus aptes car elles disposent des vastes réseaux bancaires. « Il y en aurait actuellement moins de 3 sur la vingtaine de banques, à en croire notre analyste ». Mais le défi à relever dépasserait le sacrifice imposé aux banques. D'autres paramètres pourront contribuer au déclin recherché, notamment les politiques du gouvernement. « Il y a la bancarisation de la paie des fonctionnaires et l'obligation de réaliser un certain nombre de transactions par la voie bancaire ». Toutefois, le processus reste laborieux car la plus grande contrainte est la faiblesse de l'épargne des Congolais. « L'argent se trouve encore entre les mains des particuliers, et il faut une meilleure mobilisation des dépôts ».

Laurent Essolomwa

## EMPLOI

## Disponibilité et rétention des talents freinent la croissance en Afrique

**Le talent est perçu comme l'un des principaux défis que doivent relever les dirigeants d'entreprises sur le continent où 83% des PDG africains avouent leur inquiétude concernant la disponibilité de compétences essentielles.**

Un rapport d'EY a récemment indiqué que si les responsables africains sont perçus comme performants dans les activités opérationnelles quotidiennes, ils sont considérés comme moins capables lorsqu'il s'agit de gérer du personnel, notamment en termes de rétention, de productivité et d'engagement.

C'est ce qu'a affirmé Lebo Tseladimitlwa, vice-présidente des ressources humaines chez DHL Express Afrique subsaharienne. « Globalement, d'après les chiffres, seulement une entreprise sur cinq propose des formations supplémentaires au personnel existant, ce qui prouve que les employeurs ne font pas assez pour résoudre le problème de la pénurie de talents. En Afrique, ces efforts sont bien inférieurs à ceux du reste du monde. Par conséquent, la nécessité de mettre en place des programmes n'en est que plus forte », a-t-elle fait savoir.

Le rapport Africa Business Agenda de PwC, ajoute, la vice-présidente des ressources humaines chez DHL Express Afrique subsaharienne Tseladimitlwa, révèle également que la plupart des PDG s'attendent à une augmentation et à une stabilisation du nombre d'employés au cours de l'année prochaine. « Dans un milieu du travail africain concurrentiel, ces statistiques indiquent qu'il est essentiel d'attirer et de développer les bonnes compétences. » En outre, fait-elle savoir, il est également important d'adopter un style de leadership qui saura soutenir et encourager les compétences et les talents nécessaires à la croissance. « En termes de compétences, le principal enjeu ne sera plus le talent, mais la capacité et la responsabilité des dirigeants concernant l'enseignement et le développement de ces compétences. »

Pour Lebo Tseladimitlwa, en Afrique, les employeurs ont besoin de promouvoir une culture continue de l'apprentissage et du développement et d'encourager les employés à prendre leur destin en main. « Plus la compétition en termes de talents humains s'intensifiera sur le continent, plus les entreprises devront travailler dur sur leurs stratégies de gestion des talents », note-t-elle.

Patrick Ndungidi

## PROVINCE DU MANIEMA

## Caritas Congo organise un atelier sur la collecte des données

**L'organisation de cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet accès aux soins de santé primaires (ASSP) volet Wash financé par DFID via lma. Il vise à renforcer les capacités des acteurs sur la base des données (niveau basique) et intègre le Programme Village et Ecole Assainis.**

Au terme de cet atelier du Programme Village et Ecole Assainis, les participants ont pu maîtriser le remplissage des outils de collecte des données de ce programme. Ils sont aussi capables de se conformer à la procédure d'analyser les enquêtes CAP + et rendre toutes les données collectées sur ter-

rain disponibles dans la base des données en ligne. Selon Caritas qui livre cette information, cet atelier a connu la participation des superviseurs en Eau, Hygiène et Assainissement et des animateurs communautaires. On a noté aussi la participation des Data managers des Zones de Santé de Lubutu et Ferekeni ainsi que d'autres partenaires étatiques du niveau provincial qui appuient la mise en œuvre des activités du Programme Village et Ecoles Assainis.

Notons que ce programme de la 9ème Direction de l'hygiène du ministère de la Santé à travers la Cellule monitoring, évaluation et chargée de la base

des données, a mis en place une base des données accessibles sur -internet depuis mai 2010. Cette base des données est dynamique et elle est utilisée pour la gestion des informations du secteur EHA (Eau, Hygiène et Assainissement) en milieu rural en vue de contribuer à la composante Système national d'information sanitaire - Hygiène. L'une des missions assignées à la Cellule monitoring et évaluation est de veiller à ce que cette base de données soit utilisée comme outil principal pour gérer le Programme Village et Ecole Assainis dans le suivi et la planification de toutes les activités y afférentes.

Aline Nzuzi

## SANTÉ

## Deux dépôts de vente des suppléments alimentaires chinois autorisés de reprendre leurs activités

**Eternal et Dynapharm, deux dépôts de vente des suppléments alimentaires faits à base des plantes chinoises viennent d'être autorisés par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi de reprendre leurs activités. C'était le vendredi 3 juillet 2015 au cours d'un point de presse.**

C'est depuis le 15 mai qu'Eternal et Dynapharm ont été fermés sur instruction du ministre de la Santé publique. Il leur a été notamment reproché la vente de certains produits alimentaires sans autorisation de mise sur le marché, de faire usage des publicités mensongères faisant passer ces compléments alimentaires pour des médicaments ; de faire des examens médicaux à partir des analyseurs quantum appelés faussement des scanners pour enfin prescrire rien que des suppléments alimentaires qui malheureusement ne sont pas des médicaments et par conséquent ne guérissent pas ; d'employer un personnel soignant

non qualifié. Aujourd'hui que ces deux dépôts ont rempli toutes les conditions qui leur étaient exigées par le ministère de la santé, ils peuvent, sur décision du ministre de tutelle, reprendre leurs activités. À ce sujet le Dr Félix Kabange Numbi explique : « Eternal et Dynapharm, par un engagement écrit, sont déterminés de ne plus utiliser les analyseurs quantum faussement appelés scanners. En plus, ils ont organisé deux jours de sensibilisation de leurs distributeurs pour leur expliquer que les compléments alimentaires ne sont pas des médicaments. Ils disposent de tous les documents leur permettant de fonctionner, c'est ainsi qu'ils peuvent donc ouvrir leurs bureaux dans la limite des autorisations d'ouverture qu'ils possèdent c'est-à-dire la vente des compléments alimentaires et ne peuvent pas assurer l'unité des soins. En sus de cela, aucune autorisation d'ouverture de l'unité des soins ne leur sera accordée... ».

Tout en soulignant que la campagne qu'il mène n'est pas une campagne

contre les chinois mais plutôt une campagne d'assainissement de son secteur, le Dr Félix Kabange Numbi a invité la population à la vigilance pour dénoncer toute personne qui utiliserait les analyseurs quantum : « les analyseurs quantum qui sont des appareils avec des logiciels pré installés avec des programmes qui affichent les différentes pathologies une fois les données du malade y sont introduites ne sont pas autorisés à fonctionner en RDC. La population est donc invitée à dénoncer toute personne qui fait usage de cet appareil ». Si Eternal et Dynapharm ont été autorisés de reprendre les activités, cela n'est pas le cas pour les quatre autres dépôts de vente des suppléments alimentaires chinois à savoir Sopave ; Green World ; la Louange et King Cal Jin Jia Le. Le ministre a même annoncé que pour ces quatre firmes, elles restent fermées et leurs dossiers sont transmis aux instances judiciaires.

Aline nzuzi

## Fausse alerte d'épidémie d'Ebola à Bandundu

**Faisant le point sur la chaude alerte qui a eu dans la province du Bandundu précisément dans le village de Mosambio où serait déclarée une épidémie de la maladie à virus Ebola, le ministre de la Santé publique, Dr Félix Kabange Numbi, a fait savoir à la presse au cours d'une conférence de presse le vendredi 03 juillet, qu'il s'agit simplement d'une fausse alerte. « Il n'y a pas d'épidémie de la maladie à virus Ebola à Mosambio », insiste-t-il.**

Néanmoins, laisse entendre le ministre de la Santé publique, le gouvernement a dépêché une équipe d'experts de l'INRB et d'épidémiologiste à Mosambio pour faire des prélèvements. Des matériels de protection et des désinfectants ont été également expédiés à Mosambio. Déjà, le vendredi, au cours de la réunion du comité national de coordination de lutte contre la maladie, le ministre a tenu une télé conférence avec l'équipe d'expert à Mosambio qui a déjà fait des prélèvements. Dans 48h, les résultats seront connus.

À en croire le ministre de la Santé

publique, cette chaude alerte fait suite au décès de quatre chasseurs sur six qui avaient abattu dans la forêt une antilope titubant et ont consommé ses viscères. La viande a été vendue à Mosambio.

Trois jours après, les six chasseurs présenteront tous les mêmes signes à savoir la diarrhée, le vomissement, la coloration jaune des yeux, des urines teintées de sang. Un chasseur de Bandundu ville qui avait rejoint les quatre chasseurs pour faire la chasse va succomber à l'hôpital général de Bandundu. Quant aux cinq chasseurs de Mosambio, trois vont décéder et deux sont sous observation.

Pour le ministre de la Santé publique, ce qui étonne est que tous les six chasseurs n'ont pas fait la fièvre, signe majeur de la maladie à virus Ebola. Cela écarte le soupçon de la maladie à virus Ebola. Un autre fait paradoxal, poursuit-il, est que la maladie a été vite déclarée chez les chasseurs, trois jours seulement après qu'ils ont mangé l'antilope.

Pour ce qui est de la maladie à virus Ebola, les symptômes se manifestent généralement entre 7 et 15 jours voire 21 jours. Mais pour

les cas de ces six chasseurs, il s'agit d'une période très courte durant laquelle tous ont présenté les mêmes signes. Toutefois, le ministre de la Santé resté suspendu aux résultats de l'INRB, appelle par ailleurs la population congolaise en général et celle de Mosambio au calme parce que le gouvernement a pris toutes les mesures pour contrôler cette situation. « Pas de panique. Le gouvernement a en charge toute la situation. S'il s'agit de la maladie à virus Ebola, on va informer la population. Mais jusqu'à présent aucun autre cas n'a été signalé, des prélèvements ont été faits et ils seront analysés ».

Le ministre de la Santé publique qui a apporté également la lumière sur la suspicion cette fois-ci d'une épidémie de fièvre Marburg à Zongo dans la province de l'Equateur a souligné qu'il s'agissait aussi d'une fausse alerte. « il n'y a ni d'épidémie de la maladie à virus Ebola à Mosambio dans la province du Bandundu ni d'épidémie de fièvre de Marburg à Zongo en Equateur », rassure le Dr Félix Kabange Numbi..

A.Nz.

## COUR PÉNALE INTERNATIONALE

## Report de l'ouverture du procès Ntaganda

La Chambre de première instance VI de la Cour pénale internationale (CPI) a décidé que la comparution du premier témoin dans l'affaire Ntaganda débutera le 15 septembre au lieu du 24 août 2015.

Les Congolais ainsi que toutes les personnes intéressées par le procès de Bosco Ntaganda doivent prendre leur mal en patience. Pour cause, les déclarations liminaires initialement prévues du 7 au 9 juillet 2015, sont reportées du 2 au 4 septembre 2015. Dans le même ordre, la comparution du premier témoin dans l'affaire débutera le 15 septembre au lieu du 24 août 2015. Ce report fait suite au dépôt, le 29 juin 2015, par la défense de Bosco Ntaganda, d'une requête en vue de l'ajournement de la procédure jusqu'à ce que les conditions nécessaires soient mises en place pour assurer un procès équitable. Dans sa requête, a révélé un communiqué de la CPI, la défense de l'ancien chef d'état-major général adjoint présumé des Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC) a soulevé diverses questions qui l'empêchaient, selon elle, d'être prête pour débiter le procès. « L'accusation a répondu à cette requête le 30 juin 2015 et ne s'est pas opposée à un ajourne-



Bosco Ntaganda à la CPI

ment raisonnable afin d'accorder un délai supplémentaire à la défense », a précisé le communiqué. Bosco Ntaganda doit être jugé pour des faits commis à la tête du FPLC en Ituri de 2002 à 2003. Il est accusé de 13 chefs de crimes de guerre et 5 chefs de crimes contre l'humanité. Des voix ne cessent de réclamer l'inculpation de l'intéressé pour d'autres crimes qu'il aurait commis au Nord-Kivu à la tête de deux mouvements rebelles, à savoir : le Congrès national pour la défense du peuple « CNDP » le M23.

Jeannot Kayuba

## IMPORTATION

## La psychose du « poulet contaminé » déferle à Kinshasa

Le marché kinois est alimenté depuis un certain temps, par une folle rumeur faisant état de la présence, dans des chambres froides, d'un stock de poulets en provenance de la Turquie et dont la qualité serait douteuse.

Pourtant friands du poulet, les Kinois sont de plus en plus méfiants de ce produit alimentaire. Les tenanciers des chambres froides éprouvent des difficultés, par ces temps qui courent, à écouler leurs cartons de poulets. Même en détail, le produit a du mal à se faire vendre. Un tableau qui contraste avec un passé récent où le poulet garnissait encore les tables des kinois.

La raison de ce revirement est à chercher dans la folle rumeur ayant dernièrement circulé à Kinshasa au sujet des prétendus « poulets contaminés ». Telle une trainée de poudre, la rumeur s'est répandue à la vitesse d'un éclair. Au marché, les rayons où l'on expose les volailles sont à peine fréquentés.

Les fameux poulets contaminés par le virus aviaire, mortel pour l'homme, proviendraient de la Turquie, à en croire cette rumeur. Et c'est l'Ambassade de Turquie en RDC qui aurait donné l'alerte pour dénoncer l'entrée desdits poulets impropres à la consommation sur le territoire congolais. C'est ce qui ressort d'un communiqué de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) dont l'authenticité serait remise en doute. D'après la rumeur publique, la complicité entre Veritas, leader mondial des services d'évaluation de conformité et de certification opérant en RDC à travers sa filiale Bivac, et les importateurs malveillants, serait établie dans cette affaire. Curieusement, personne jusqu'à ce jour n'a été en mesure de localiser les fameux poulets contaminés ni de les présenter au public. Plus, aucun responsable de l'office congolais de contrôle (OCC) n'est monté au créneau pour parler de cette situation afin de fixer l'opinion. Encore moins le ministre du Commerce extérieur qui devrait logiquement être préoccupé au plus haut chef par cette affaire.

A tout prendre, cette intrigue relèverait de l'intox. Si non, la présence de nombreux services de contrôle aux postes frontières chargés de tamiser, ou mieux, de filtrer l'ensemble des produits venant de l'extérieur, ne s'expliquerait pas. Avec le recul du temps, l'affabulation apparaît toute grande bien que la méfiance reste toujours de mise. Qui a distillé une telle rumeur dans l'opinion et à quelles fins ? Pour de nombreux observateurs, le coup fourré pourrait vraisemblablement provenir de la concurrence. Dossier à suivre.

Alain Diasso

## TALENT AFRICAIN

## L'Ivoirien Tidjane Thiam prend la tête de Crédit Suisse

Le groupe prestataire financier mondial, Crédit Suisse, a investi le banquier ivoirien comme son nouveau directeur général. La cérémonie s'est déroulée le jeudi 2 juillet. Déjà, les médias font un rapprochement entre le banquier et Barack Obama.

L'ancien directeur de l'assureur Prudential a pris ses fonctions jeudi à Zurich où se trouve le siège de l'institution bancaire. Les marchés et le monde des affaires attendent beaucoup du Franco-ivoirien. Les investisseurs et analystes projettent déjà une nette amélioration dans la nouvelle réorientation stratégique que le nouveau patron va sans doute apporter.

Pour Crédit Suisse, il est temps de donner plus d'importance à la gestion de fortune et vise de ce fait une répartition du capital dans un rapport de 50:50 entre Banque privée & gestion de fortune d'une part et Banque d'investissement d'autre part. Le premier mot du nouveau patron est précis sur ce point « le bon sens ». Mais un récent rapport de la Banque insiste sur une forme de « banque d'investissement ». Le directeur sortant, Brady Dougan, qui a quitté mardi le groupe, après y avoir passé 25 ans, dont huit années au poste rassure les clients. « Je pense que nous allons continuer à croître organiquement. Ceci est la meilleure façon de grandir », a dit Brady Dougan.

Tidjane Thiam n'a pour sa part pas encore fait de déclarations concrètes sur cet aspect. Les résultats du deuxième trimestre, à paraître dans trois semaines, sont



Tidjane Thiam, nouveau patron de Crédit Suisse @DR

en conséquence attendus avec impatience. Depuis la nomination de Thiam, l'action du Crédit Suisse a avancé de 14%. Depuis le début de l'année, la hausse est de 5,5%, en tenant compte aussi de la chute du cours après l'abandon du taux plancher par la Banque nationale suisse (BNS) à mi-janvier. Le SMI baissait en revanche de 2,3% à la fin du premier semestre.

**Un Barack Obama de Crédit Suisse** Inconnu de la plupart des 45 800 employés (dont 17 000 en Suisse) au moment de l'annonce en mars dernier, l'ex-patron de l'assureur britannique Prudential a pourtant immédiatement séduit et suscité l'enthousiasme. « Pour l'instant, je ne l'ai vu qu'une seule fois, lors de cette fameuse vidéoconférence qu'il a donnée pour les employés, il y a un peu plus de trois mois », explique une collaboratrice Tidjane basée à Zurich. « C'est un excellent orateur, très chaleureux et très naturel. Il nous a fait rire et j'ai eu du

plaisir à l'écouter, ce qui est rare. Je pense que la plupart des employés ont été charmés immédiatement », a souligné le directeur sortant, cité par la presse suisse.

Les médias parlent d'une personnalité qui a presque le même parcours du président américain, Barack Obama. Il connaît d'ailleurs le président américain qui l'a fait venir pour recueillir ses conseils. Né en 1962 à Abidjan, il passe une partie de son enfance au Maroc, puis retourne en Côte d'Ivoire. C'est en France qu'il obtient son diplôme de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure des mines de Paris. Avant de s'installer à Zurich, Tidjane Thiam aura d'abord passé par New York, Londres, avec un nouveau crochet à Abidjan où il officie quelque temps comme ministre du Plan avant le coup d'État de 1999. Comme le président américain à son arrivée, il suscite des attentes considérables et parfois contradictoires. « Les espoirs d'un redressement de la banque sont immenses », explique un employé. Après les déboires lors de la crise financière, les scandales, comme aux États-Unis, où Credit Suisse a dû déboursé 2,6 milliards de dollars pour avoir aidé des contribuables à échapper à leurs obligations fiscales, redorer le blason de la banque ne sera pas une mince affaire. « La réputation du nouveau venu aidera déjà », estime Christophe Lampro, rapporte le site RTS.ch. Pour ce spécialiste de la communication, l'image du patron peut déjà faire la moitié de l'image d'une grande entreprise.

Fiacre Kombo

## RUGBY

## La RDC écrase le Rwanda en finale du championnat d'Afrique zone sud

Vingt-neuf points à trois, c'est le score définitif de la nette victoire des Léopards rugby de la RDC sur les Amavubi du Rwanda en finale du championnat d'Afrique zone sud, organisé à Kinshasa par la Fecory.

Les Léopards Rugby de la RDC ont remporté, le mardi 30 juin au stade Tata Raphaël de Kinshasa, la finale du championnat d'Afrique zone Sud, en écrasant les Amavubi du Rwanda par 29 points à trois. Cette compétition, organisée par le président Herman Mbonyo de la Fédération congolaise de rugby (Fecory) devrait réunir en principe quatre pays de la zone, notamment, le Rwanda, le Congo Brazzaville, le Burundi et la République démocratique du Congo. Mais le Congo Brazzaville et le Burundi actuellement en proie à de tensions politiques n'ont pas fait le déplacement de Kinshasa. Aussi la RDC et le Rwanda se sont affrontés à trois reprises. Lors de la première opposition le dimanche 28 juin 2015, les Amavubi rugby rwandais ont écrasé les Congolais par 30 points à 8. À la deuxième rencontre, les Léopards renforcés par des professionnels venus d'Europe ont marché sur les Rwandais par 40 points à 0, menant déjà à la pause par 29 points à 0. Avec la victoire du mardi 30 juin 2015, la RDC a donc détrôné le



Les Léopards Rugby célèbrent à Kinshasa leur victoire sur le Rwanda

Rwanda déjà cinq fois vainqueur de la compétition. Mais les Léopards y ont parvenu grâce au renforcement de son effectif par neuf joueurs venus de la France. Il s'agit de Xavier Mankuka (Toulouse), Kevin Mikoko (Toulouse), Jean-Luc Lumingu (Paris CDG), Gaël Weber Mafuta (Paris CDG), Daniel Humbert (Paris CDG), Nsimba Muini Julien (Paris Orly), Aristote Zola (Paris CDG), Kevin Ndemwadie (Paris CDG) et Guylain Bonzole Mololo (Paris CDG). Rappelons que la RDC et le Rwanda s'étaient déjà rencontrés en 2014 à Kigali, capitale rwandaise, en Coupe d'Afrique de Rugby. Ce jour-là, les Léopards n'avaient aligné que onze athlètes au lieu de quinze réglementaires.

Malgré cette infériorité numérique, la RDC avait gagné sur terrain. Le même groupe du Congo Kinshasa s'était ensuite imposé face au Burundi sur l'aire de jeu, mais avec cette fois-là, quinze joueurs comme le stipule le règlement. Et la victoire de l'équipe congolaise sur le Rwanda n'avait pas été homologuée ; les Léopards avaient donc perdu par forfait, conformément aux règlements de la Confédération africaine de rugby (CAR), pour avoir aligné un nombre inférieur des athlètes. Aussi la RDC s'était-elle classée vice-championne de la compétition. Le succès du mardi 30 juin 2015 a donc été une sorte de revanche des Léopards.

Martin Enyimo

## HUMEUR

## Quand l'irrationnel est un danger social !

Ce billet d'humeur se veut une dénonciation de cette honteuse survivance villageoise qui refait timidement surface dans nos centres urbains. Cette survivance n'est autre que la « tradi-voyance », communément appelée le « bounganga », c'est-à-dire l'art astucieux qu'ont certaines gens de profiter de la naïveté des autres se disant capables de prédire l'avenir, de lever des obstacles érigés sur le chemin de la vie des gens. Ce sont de vrais menteurs et des manipulateurs !

Commençons par mettre à nu leur mode opératoire. Lorsque celui qui vient les consulter arrive, il est vite reçu par un pseudo-protocole berçant dont le rôle est de préparer le terrain. Il lui remet une feuille sur laquelle il inscrit son nom et énumère tous ses problèmes et difficultés de l'heure. Puis la personne est conduite chez le tradi-voyant qui se met à lui présenter des tableaux « bizarres » sur fond d'élucubrations interminables.

Arrive l'étape de la présentation des solutions et remèdes « mensongers ». Et lorsque celui qui vient consulter accepte ces solutions, on lui brandit une taxation. Des sommes d'argent remises au tradi-voyant pour, semble-t-il, amorcer l'arrêt des difficultés. Quelle escroquerie !

Venons en aux commentaires. Disons-le sans hésitation, ce sont de grands menteurs, trompeurs et illusionnistes. Oui à la veille des examens d'État, des tests ou des concours, certains parents, au lieu de pousser leurs enfants à une révision conséquente des leçons, se laissent distraire et duper par ces « dormeurs des esprits » qui exigent des rituels spécifiques moyennant de l'argent pour la réussite à tel examen ou à tel concours. Ces « tradi-voyants » qui naissent ici et là, et à la recherche de la fortune sur le dos de ceux-là qui ont de sérieux problèmes, s'auto-proclament « désenvoûteurs », à même de voir et d'anéantir les forces du mal.

Et lorsque dans la famille, deux ou trois membres ont fait des mauvais cauchemars, ces « désenvoûteurs » sont généralement les bienvenus. Car, à l'aide de leurs enseignes qui vantent leurs mérites ou à travers leurs « propagandistes » qui sillonnent des rues et certaines places publiques avec des dépliants et cartes de visites, ces illusionnistes reçoivent chaque jour des gens pour des solutions à leurs problèmes. Ces gens-là voient le diable, le sorcier et le mauvais sort partout, même si une personne fait des délires qui seraient liés à un palu-cérébral non traité, ou un cauchemar qui serait lié à un psychodrame vécu le jour. Ce qui provoque des querelles inutiles dans des familles. En tout cas, on peut s'interroger sur leur pouvoir de prédire les événements ou l'avenir des autres. C'est une vraie irrationalité.

Et si l'on n'arrête pas avec ces agissements, la liste des clients potentiels pourrait s'allonger lorsqu'on sait que par essence l'être humain aspire toujours au bonheur et au bien-être. Qui sont en réalité les victimes de ces « marchands d'illusions » ? On peut citer, entre autres, des personnes à la recherche de leur premier emploi, celles qui échouent dans leurs initiatives, celles qui craignent les échecs, celles qui se croient « envoûtées », celles qui ont peur des compressions, bref, des personnes moins sûres d'elles-mêmes.

Ceci étant la science vraie dans toute sa diversité offre aujourd'hui à l'homme la possibilité de ne plus croire à ces « mensonges habiles » qui relèvent d'un autre âge. Autrement, gare à l'irrationalité, car elle est un danger pour soi-même et pour la société tout entière.

Faustin Akono

## DIALOGUE NATIONAL

## André Edmond Loemba: «Le dialogue est une occasion pour le peuple congolais de se réconcilier»

**Pour André Guy Edmond Loemba, administrateur-maire de l'arrondissement 3 Tié-Tié de la ville de Pointe-Noire, la tenue de ce dialogue national sans exclusive du 11 au 15 juillet prochains, comme annoncé par le président de la République, permettra aux Congolais de prendre des décisions allant dans le sens de l'unité et la reconstruction du pays.**



André Edmond Loemba

Réagissant au message du chef de l'État, l'Administrateur-maire a voulu marquer sa satisfaction quant à la tenue de ce dialogue. « Nous avons pour actualité, depuis plus d'un an, le changement ou non de la Constitution. Le président de la République en sa qualité de chef de la nation et de chef de l'État était en droit de trancher

pour permettre aux Congolais d'aller parler entre eux et de prendre des décisions qui pourront contribuer à la paix et la tranquillité », a-t-il estimé.

Pour lui, ce dialogue qu'un bon nombre de citoyens ont appelé de tous leurs vœux devrait aboutir à des conclusions salutaires ou favorables pour le peuple et le pays. De ce fait, il a appelé les futurs participants à ce débat, à ne pas aller pour leurs besoins égoïstes, mais d'être assez lucides et compréhensifs, de voir les choses en grand pour le bonheur des populations et du peuple. Cela limiterait les dépenses liées à l'organisation d'un référendum constitutionnel. André Guy Edmond Loemba a expliqué : « Le peuple doit parler à travers ses représentants. Ce débat doit trouver une issue des plus meilleures. Au cas contraire, le président de la République va être obligé d'intéresser le peuple dans son entièreté à travers un référendum constitutionnel ».

Il a donc exhorté ses concitoyens à la tranquillité des esprits et la paix des cœurs pour aller parler tranquillement pendant les 5 jours que va durer ce dialogue afin de sortir de là avec des décisions salvatrices pour le pays : « Point n'est besoin pour nous de nous déchirer », a souligné le maire. Pour lui, ce qui compte ce n'est pas la durée de ce dialogue, mais le contenu qui y sera mis. D'où cette conclusion : « Pensons d'abord au peuple congolais et à la reconstruction du pays. Je conseille à tout le monde d'accepter d'aller au dialogue, d'aller parler; de se réconcilier et sortir de là uni pour reconstruire le pays ».

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## La plateforme des associations de paix et de développement soutient le chef de l'État

**Après la sortie officielle de la plateforme républicaine des associations de paix et de développement du Congo le 21 juin dernier, Joseph Christian Ndzinga Boubanga, président de cette structure a animé une conférence de presse le 2 juillet à Pointe-Noire pour éclairer l'opinion sur leur démarche. Il s'est également prononcé sur les différents sujets en débat dans le pays, à savoir le changement ou non de la Constitution mais surtout sur l'adresse à la nation du chef de l'État du 30 juin dernier.**

D'emblée, Joseph Christian Ndzinga Boubanga, parlant de la plate-forme qui compte 43 associations a dit : « nous avons créé la plateforme pour participer de manière active à l'expression de la vie politique nationale. Quand dans un pays, il y a des contingences qui font que des points de vue soient divergents c'est à ce moment que les uns et les autres peuvent participer à l'apaisement de la vie poli-

tique nationale pour œuvrer à la consolidation de la paix, à la promotion de la culture de paix et au soutien des principes cardinaux de la vie démocratique dans un pays ».

Pour lui, la plateforme ainsi créée est un cadre de réflexion, qui a des objectifs à atteindre. Elle jouit de sa liberté et n'est tractée par aucun parti politique ou aucun homme politique. « Nous sommes des hommes libres, susceptibles d'apporter notre expression dans le traitement de la question politique. Nous sommes là pour apporter notre réflexion dans la recherche de solutions qui vont faire que la paix se consolide dans notre pays, que la concorde soit sauvegardée, que l'unité nationale soit renforcée, que Nord et Sud soient un et indivisible ».

Sur les raisons qui ont motivé la plateforme à prôner le changement de la Constitution, il a répondu « Cette Constitution pour nous n'est pas morale c'est-à-dire ne garantit pas les valeurs qui font que l'homme et son vécu soient



Joseph Christian Ndzinga Boubanga crédit photo «Adiac»

maintenus dans le respect. À titre d'exemple, dans cette Constitution, le gouvernement ne peut démettre l'Assemblée nationale et inversement. Ainsi, l'on ne peut pas tolérer que les membres du gouvernement fassent ce qui est à leur guise et que l'Assemblée en

fasse autant. Dans ces conditions naît l'impunité qui commence du sommet à la base. Le changement de la Constitution va donc permettre d'établir des mécanismes qui font que celui qui fait bien soit félicité et que celui qui fait mal soit sanctionné ».

Le président de la plateforme soutient la démarche du président de la République qui a convoqué du 11 au 15 Juillet le dialogue national qui va réunir tous les Congolais pour parler des problèmes du pays. « Le président de la République a précisé que le dialogue que nous allons avoir s'appuie sur deux thèmes essentiels : la gouvernance électorale et l'avenir de nos institutions. On doit traiter la gouvernance électorale parce que dans notre

pays les problèmes naissent toujours à l'issue des élections. Aujourd'hui, le chef de l'État nous donne l'occasion de nous asseoir pour discuter ensemble. Que la classe politique traite de toutes les questions qui tournent autour de la gouvernance électorale. Faire de sorte que nous n'ayons plus de problèmes lors des élections. Le message du 30 juin est donc une orientation décisive du Congo vers la démocratie ».

Joseph Christian Ndzinga Boubanga a conclu que « le Président de la République a œuvré pour le pays. Aujourd'hui, il est au centre du développement économique et de l'action de la pacification de notre pays. Nous ne pouvons entamer aucune démarche sans tenir compte du chef de l'État, de son rôle institutionnel et constitutionnel mais aussi de son rôle moral. Voilà notre point de vue par rapport à la position du chef de l'État ».

Hervé Brice Mampouya

## EDUCATION

## L'école Arche de Noé égaye ses écoliers

Cette cérémonie d'émulation marquant la fin de l'année scolaire 2014-2015 couplée avec le dixième anniversaire de ladite structure scolaire s'est déroulée hier vendredi 3 juillet dans la salle de conférence du Forum Mbongui.

Micheline Potignon Ngondo et Josée Marie Makaya, respectivement promotrice et directrice de cette école accompagnées d'autre personnel de cette école, des écoliers et leurs parents et divers invités de marque du monde éducatif ont pris part à cette cérémonie. L'occasion était donnée aux participants d'assister à des diverses séances d'activités des écoliers de ladite école à savoir, le récital de l'hymne national, sur les droits des enfants, sur le SIDA, sur la joie de vivre et le poème, « vive les vacances », le théâtre sur les dangers du tabac, le défilé de mode symbolisant l'unité nationale et la production agricole de chaque département du Congo, l'orthographe de leurs prénoms par les élèves les moins âgés de l'école. Edifiant ainsi le public sur le sens de cette activité, Josée Marie Makaya a indiqué que cette émulation répond à une exigence de cette école, qui



Vue des écolières avec des écharpes des départements du pays

œuvre depuis sa création à une égalité de chances en matière d'éducation. « C'est dans cette perspective que l'école Arche de Noé avec plus de trois cents élèves dispose d'une douzaine de salles de classe, d'une cour, d'une garderie, d'une maternelle, d'une classe pour enfants porteurs de handicap, d'une cuisine, d'un réfectoire et des toilettes. Les résultats satisfaisants des écoliers de ladite école sont dus à la participation de son personnel à diverses activités notamment les séminaires, les animations pédagogiques, les leçons d'essai et autres », a-t-elle déclaré.

Le mot de l'élève lu par la meilleure élève de l'école pour l'année scolaire 2014-2015, Loemba

Anouarith Rita qui passe au CE1 avec une moyenne de 9,40 est le suivant: « L'ensemble des élèves de l'école remercie la promotrice et le personnel de l'école qui durant toute la période scolaire ont su éduquer et encadrer les élèves malgré les multiples caprices de ces derniers ». Interrogés au cours de la cérémonie, plusieurs parents d'élèves ont témoigné leur satisfaction et leur reconnaissance en matière d'éducation envers ladite structure scolaire. C'est la remise des prix aux meilleurs élèves et l'apéritif dinatoire qui ont marqué la fin de cette cérémonie. Notons que c'est en octobre 2005 que l'école Arche de Noé a débuté ses activités.

Faustin Akono

## FESTIVAL INTERNATIONAL KIMOKO

## Chardin Nkala lance la huitième édition

Le directeur du Festival International Kimoko (FIK), Alphonse Nkala et le comité d'organisation dudit festival ont animé une conférence de presse le 03 juillet à Mpaka pour lancer la huitième édition du FIK qui se tient du 07 au 12 juillet à Pointe-Noire sur le thème « le théâtre congolais : hier, aujourd'hui et demain ».

tistes. Il faut dire que, le FIK ne vise pas non seulement à offrir aux artistes un espace d'expression de leur professionnalisme, mais c'est surtout un moment d'échange entre le public et ces artistes à travers des spectacles de grande qualité.

Dans son intervention, Alphonse Nkala a rappelé que cette huitième édition était une occasion donnée aux Congolais en général et aux ponténégrins en particulier de faire le bilan du théâtre congolais, tout en descendant les maux qui le minent afin de le projeter en avant. À cet effet, une table ronde sera organisée sur le thème « le théâtre congolais

Congo(IFC), l'espace du trentenaire au KM4 et enfin l'esplanade de Congo Terminal à l'entrée du port.

Au programme des deux premières journées, une table ronde animée par Alphonse Nkala sur le théâtre congolais, des spectacles de théâtre, de ballet-théâtre, des contes, de la danse contemporaine etc.. avec la participation des compagnies comme, des Cils et des ailes (France), le Ruminant (Burkina Faso), le Cocrad et Racines théâtre (Cameroun) et enfin Ipa-la pala théâtre (Congo)

Cette édition sera également marquée par la commémoration du vingtième anniversaire de la disparition de Sony Labou Tansi. Le comité d'organisation promet déjà une ambiance gaie avec la participation des artistes du pays et ceux venus d'ailleurs. Rappelons que cette conférence de presse a notamment connue la participation d'Huguette Masmamba, chargée à la communication et des relations extérieures ainsi que Jehf Biyeri, directeur artistique du FIK. La cérémonie d'ouverture officielle du FIK sera organisée le 09 juillet à l'Institut Français du Congo (IFC).

Hugues Prosper Mabonzo



Affiche du festival international kimoko

Le FIK est un rendez-vous annuel devenu incontournable sur la place de Pointe-Noire mais également au niveau de l'Afrique. Pendant six jours durant, ce festival réunit les amoureux des arts de la scène, des professionnels des arts et des ar-

: hier, aujourd'hui et demain » à l'ouverture.

Comme toutes les années, les spectacles du FIK sont gratuits et ouverts à tout public, pour cela quatre lieux ont été retenus: le Centre culturel J.B.Tati Loutard, l'Institut Français du

## ELECTION AU BURUNDI

## Le CPF décide de mettre le pays sous observation

La 95e session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF), s'est tenue, le vendredi 3 juillet à Paris, en France sous la présidence de la secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean.

Au cours de cette rencontre qui a rassemblé, les représentants des chefs d'État et de gouvernement, notamment ceux qui sont membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), les participants ont adopté une résolution sur la situation qui prévaut au Burundi. Car, ils regrettent les conditions dans lesquelles ont été organisées les élections législatives et locales du 29 juin 2015 et déplorent la rupture du dialogue politique, malgré les efforts multipliés par des partenaires internationaux.

« Compte tenu de la crise de la démocratie et des violations graves des droits et des libertés dans ce pays, le CPF décide de mettre le Burundi sous observation », telle est la quintessence de la décision prise par l'ensemble des participants à la 95ème session du CPF.

Par ailleurs, les membres du CPF ont aussi demandé à tous les protagonistes de la crise burundaise de faire preuve de responsabilité en privilégiant, notamment, les aspirations légitimes du peuple burundais à la paix, à la démocratie et au développement. Ceci, tout en tenant compte de l'esprit de la lettre des Accords d'Arusha.

Cependant, au terme des travaux, les participants ont exhorté les parties vives de la nation burundaise à renouer avec le dialogue et à doubler les stratégies pour réunir les conditions propices à la tenue d'élections libres, fiables et transparentes. Ainsi, appellent-ils, l'ensemble des acteurs burundais à engager des actions de désarmement des milices qui sont en particulier des jeunes.

Rock Ngassakys

## PARTENARIAT

## La Chine et la France vont à la conquête des marchés en Afrique

Ce partenariat franco-chinois en matière des marchés tiers a été paraphé à Paris, notamment à l'occasion d'une visite de trois jours, en France du Premier ministre chinois, Li Keqiang. Cette déclaration a été rendue publique le 1er juillet.

Cet accord marque un tournant majeur dans la politique d'internationalisation des entreprises chinoises. Il traduit la nouvelle vision des deux pays à conquérir les marchés sur le continent africain. En effet, selon les termes de cet accord qualifié d'historique par le Premier ministre français, les deux pays prévoient de travailler ensemble sur des projets inscrits dans les domaines des infrastructures, de l'énergie afin de mettre sur pied de nouvelles formules de cotraitance, de coproduction et de cofinancement. Une stratégie qui visera en priorité l'Asie et l'Afrique.

Pour le Premier ministre chinois, cette alliance est pour l'intérêt de tous. « Travaillons ensemble afin de faire progresser les infrastructures, l'industrialisation et la réduction de la pauvreté. Cela servira pour les intérêts de tous », a déclaré Li Keqiang. Tout en ajoutant que cela aidera aussi les pays en développement à avancer progressivement vers la prospérité ainsi que la Chine à trouver des marchés pour ses capacités de production.

Précisant en outre la vision actuelle de son vis-à-vis de la France, le Premier ministre chinois a indiqué que son pays souhaiterait profiter de l'expertise des groupes français sur des marchés où ils sont implantés depuis de longue date en Afrique. « Le laboratoire P4 de haute sécurité biologique inauguré en janvier par Manuel Valls à Wuhan, dans le centre de la Chine, est le symbole de la coopération accrue entre la France et la Chine en Afrique. Ouvert grâce à des transferts de technologie de la France, il servira notamment au traitement des maladies infectieuses africaines, comme Ebola. Certains grands groupes français, comme Total ou Areva, travaillent déjà en Afrique avec des partenaires chinois », a-t-il signifié avant de conclure que Pékin espérait aussi collaborer avec d'autres pays occidentaux afin de promouvoir la croissance des pays en développement qui, selon le Premier ministre chinois, représenterait un énorme marché.

R. Ng.

## LIGUE DE FOOTBALL DU NIARI

## Brice Aymar Kihouoko jette l'éponge



Le président de la Ligue de football du Niari n'a pas cédé à la pression de la presse pour dévoiler les raisons qui l'ont poussé à la démission. Brice Aymar Kihouoko Mabahou a promis de les évoquer dans les tout prochains jours, non pas par voie de presse, mais dans le document qu'il est en train de rédiger

« En tant que président de la Ligue de football du Niari, commandant de Police que je suis, je me suis rendu compte que quelques fois j'ai enfreint aux règles d'éthique de la Fédération congolaise de football, de la Confédération africaine de football et de la Fédération internationale de football association. Etant donné que je suis né libre et de bonne mœurs, je pense que je ne suis plus digne d'être là. C'est pourquoi, je vous annonce ici et maintenant que je démissionne de mes fonctions de président de la Ligue de football du Niari », a déclaré celui qui est à la tête du football du Niari depuis mai 2010, dans son point de presse tenu le 30 juin à Brazzaville.

James Golden Eloué

## COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

## AC Léopards à Sfax à la conquête de points, vendredi

**Battus le 27 juin à domicile, les Fauves du Niari doivent relancer leurs chances de qualification, le vendredi 10 juillet, à Sfax en Tunisie face au Club sportif Sfaxien dans le cadre de la deuxième journée de la phase de groupes.**

Loin de se laisser abattre par cette contre-performance de la première journée, Rémy Ayayos Ikounga en qualité du président général et Lamine Ndiaye comme l'entraîneur sont montés en première ligne pour doter leurs protégés d'une force mentale qui leur permettra de retrouver leur meilleur niveau. Un travail de remise en confiance gagné à travers les différents messages qu'ils ont véhiculés au terme du match face à Orlando Pirates. « Il faut continuer à travailler. Vous savez un échec peut créer la peur. Et la peur est souvent mauvaise conseillère. Il ne faut pas commencer à chercher les formules magiques parce qu'on a trébuché non pas du tout. Il faut continuer à travailler parce que quand vous faites une bonne lecture du match contre Orlando, on ne peut pas dire que l'équipe était mauvaise. Il ne faut pas outre mesure s'alarmer bien qu'il y ait eu des joueurs indisponibles. Je pense même que par rapport à nos prestations des dernières fois, celle du 27 juin était un peu plus élevée », a souligné Rémy Ayayos Ikounga.

Et à Lamine Ndiaye d'ajouter dans le même sens : « Il faut continuer le travail et essayer d'aller chercher les points ailleurs. Nous devons nous remobiliser pour ne pas baisser les bras. Nous avons connu un problème notamment sur le collectif que nous allons essayer de résoudre. Contre Sfax, ce sera un autre match. Nous devons être dans de bonnes

dispositions parce que nous avons laissé les points, maintenant il faut aller les conquérir ailleurs. » L'échec de la première journée étant à oublier, les Fauves du Niari ont désormais le regard tourné vers l'avenir. Les Léopards de Dolisie doivent en effet se montrer plus conquérants et rassurants lors de cinq prochains matches qui leur restent à livrer pour aller le plus loin possible dans cette compétition.



Les Fauves du Niari doivent ouvrir leur compteur à point à Sfax (Photo Adiac)

**Rémy Ayayos Ikounga veut conduire le bateau AC Léopards au bon port**  
Déjà, le 10 juillet contre Sfax, les hommes de Rémy Ayayos Ikounga n'ont plus droit à l'erreur. Ils savent bien que la relance dans un groupe aussi relevé, passera par cette rencontre qui mettra aux prises les perdants de la première journée. L'objectif premier consiste à prendre les trois points ou à défaut de ramener un précieux point.

Rémy Ayayos Ikounga s'est dit confiant. « Je ne peux m'empêcher de croire que nous avons les armes pour faire de très bons matches à l'extérieur. Je redoute beaucoup plus le match de Johannesburg par rapport à la température parce qu'ils sont en hiver austral. Cela va être difficile mais déjà on s'en était bien sorti l'année dernière malgré cette température qui est assez rude pour les adversaires. J'ai foi que notre chemin

va se poursuivre, c'est vrai difficilement, mais nous pourrions arriver à bon port », a commenté le président de l'AC Léopards de Dolisie. Notons que le Club sportif Sfaxien et l'AC Léopards de Dolisie vont livrer leur troisième rencontre dans cette compétition. En 2012, l'AC Léopards était battu à Dolisie 1-2 avant d'aller s'imposer à Sfax 2-0 en match retour des seizième de finale.

J.G.E.

## RÉFLEXION

## Congo-France : le temps est venu de mettre fin aux malentendus

À la veille de l'entretien qui permettra – du moins faut-il l'espérer – à François Hollande et à Denis Sassou N'Guesso de dissiper les malentendus qui perturbent dangereusement les relations entre le Congo et la France, il n'est pas inutile, me semble-t-il, de rappeler les liens très particuliers qui existent depuis fort longtemps entre les deux pays. Qu'on le veuille ou non, en effet, ce qui s'écrit sous nos yeux est une nouvelle page d'une longue histoire commune qui connut bien des hauts et des bas, mais qui a tissé entre les deux nations des liens puissants que ne sauraient défaire les tensions présentes.

Débutée il y a près de cinq siècles, lorsque les navigateurs portugais et français se lancèrent à la découverte du Golfe de Guinée, cette histoire a vu s'accomplir de terribles crimes avec la traite négrière qui dévasta l'Afrique centrale, provoqua la déportation de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, généra des tragédies sans fin sur toute l'étendue du Bassin du Congo. Mais elle s'est poursuivie avec l'arrivée de Pierre

Savorgnan de Brazza qui, à la fin du dix-neuvième siècle, sut nouer avec le peuple congolais des relations d'amitié et de confiance, fondées sur le respect mutuel, ce qui lui a valu, fait unique dans le monde, d'être enterré un siècle plus tard en plein cœur de la grande cité qui porte son nom et qui fut longtemps la capitale de l'Afrique Équatoriale Française.

Survint ensuite la double et terrible épreuve que furent pour les Français les deux Guerres mondiales successives, épreuves qu'ils surmontèrent pour une large part grâce à l'Afrique en général, au Congo en particulier. Est-il possible d'oublier que durant le premier conflit, les combattants africains furent au premier rang de toutes les batailles menées contre les troupes allemandes et que, durant le second, c'est à Brazzaville, devenue capitale de la France Libre, que le Général de Gaulle lança l'opération qui devait lui permettre, deux ans plus tard, de contribuer de façon décisive à libérer l'Europe du joug nazi qui pesait sur elle depuis 1940.

L'heure de l'indépendance venue, en

1960, le Congo n'a pas mis un terme aux relations privilégiées qui l'unissaient à la France. Alors même qu'il se dotait d'un régime politique qui aurait pu faire de la rupture avec l'ancienne puissance coloniale un symbole de sa liberté retrouvée, il a veillé, bien au contraire, à ce que les relations entre les deux pays demeurent étroites, confiantes, fraternelles. Et l'homme qui le gouverne aujourd'hui, Denis Sassou N'Guesso, n'a pas cessé d'agir dans ce sens depuis qu'il gère le Congo, intervenant au côté des autorités françaises, chaque fois que celles-ci le souhaitaient, dans les moments difficiles qu'il lui arrivait de traverser.

Aujourd'hui, alors que les malentendus se multiplient entre les dirigeants et qu'un fossé se creuse entre les deux pays, pour des raisons difficilement compréhensibles qu'il faudra bien élucider un jour, le rappel de ce long passé n'est pas inutile. Car, les années à venir s'annoncent aussi difficiles qu'incertaines, pour le Congo comme pour la France, en raison des crises qui se multiplient dans cette partie du monde. Et rien ne serait

plus grave, dans un tel contexte, que de distendre les liens multiséculaires qui unissent les deux peuples.

Contrainte d'intervenir sur le terrain alors même qu'elle voit ses moyens diminuer d'année en année, la France ne peut agir efficacement que si elle s'appuie sur des partenaires sûrs. Le Congo, quant à lui, ne peut espérer poursuivre sur la voie de l'émergence dans laquelle il s'est engagé avec succès au lendemain des guerres civiles de 1993-1994 et de 1997-1998 que si la stabilité de l'Afrique centrale tout entière se renforce au lieu de s'affaiblir. Pour être tout à fait clair, l'intérêt bien compris des deux États est bien de travailler ensemble en effaçant les malentendus absurdes qui créent entre eux un climat délétère.

Qu'il nous soit permis d'émettre ici l'espoir que Denis Sassou N'Guesso et François Hollande trouveront demain, lors de leur tête-à-tête, au Palais de l'Élysée, les mots qui permettront de restaurer un climat de confiance entre deux pays que l'Histoire a intimement liés.

Jean-Paul Pigasse